

No. 29177

**FRANCE
and
ITALY**

Convention for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital and for the prevention of fiscal evasion and fraud (with protocol and exchange of letters). Signed at Venice on 5 October 1989

Authentic texts: French and Italian.

Registered by France on 22 October 1992.

**FRANCE
et
ITALIE**

Couvention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (avec protocole et échange de lettres). Signé à Venise le 5 octobre 1989

Textes authentiques : français et italien.

Enregistrée par la France le 22 octobre 1992.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne, désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1. PERSONNES CONCERNÉES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat ou des deux Etats.

Article 2. IMPÔTS VISÉS

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat, de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune, les impôts perçus sur le revenu total et sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont :

a) En ce qui concerne la France :

- (i) L'impôt sur le revenu;
- (ii) L'impôt sur les sociétés;
- (iii) L'impôt de solidarité sur la fortune;
- (iv) Les taxes assises sur le montant global des salaires;
- (v) La taxe professionnelle

y compris toutes retenues à la source, tous précomptes et avances décomptés sur les impôts visés ci-dessus

(ci-après dénommés « l'impôt français »);

b) En ce qui concerne l'Italie :

- (i) L'impôt sur le revenu des personnes physiques (*imposta sul reddito delle persone fisiche*);

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} mai 1992, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi le mois de la dernière des notifications (20 mars 1992) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises par leur législation, conformément au paragraphe 1 de l'article 31.

- (ii) L'impôt sur les revenus des personnes morales (*imposta sul reddito delle persone giuridiche*);
 - (iii) L'impôt local sur les revenus (*imposta locale sui redditi*);
- même si ces impôts sont perçus par voie de retenues à la source (ci-dessus dénommés « l'impôt italien »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3. DÉFINITIONS GÉNÉRALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) Les expressions « un Etat » et « l'autre Etat » désignent, suivant les cas, la République française ou la République italienne; l'expression « les deux Etats » désigne la République française et la République italienne;

b) Le terme « France » désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins et de leur sous-sol, et des eaux surjacentes;

c) Le terme « Italie » désigne la République italienne et comprend la mer territoriale ainsi qu'au-delà de celle-ci, les zones sur lesquelles, en vertu de sa législation et conformément au droit international coutumier, l'Italie exerce des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes;

d) Le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;

e) Le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;

f) Les expressions « entreprise d'un Etat » et « entreprise de l'autre Etat » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat;

g) L'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat;

h) Le terme « nationaux » désigne :

- (i) Toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat;
 - (ii) Toutes les personnes morales, les sociétés de personnes et les associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat;
- i) L'expression « autorité compétente » désigne :
- (i) Dans le cas de la République française, le Ministre chargé du Budget ou son représentant autorisé;

(ii) Dans le cas de la République italienne, le Ministère des Finances.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4. RÉSIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus y ayant leur source ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) Cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) Si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;

c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité;

d) Si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Cette disposition est notamment applicable aux sociétés de personnes et assimilées, constituées dans un Etat conformément à sa législation.

Article 5. ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

a) Un siège de direction;

b) Une succursale;

c) Un bureau;

- d) Une usine;
- e) Un atelier;
- f) Une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles et
- g) Un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

3. On ne considère pas qu'il y a un « établissement stable » si :

- a) Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) Une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité, de fourniture, d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire;

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 5 — agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 3 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

5. On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat a un établissement stable dans l'autre Etat du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entreprise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

6. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat ou qui exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6. REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus provenant de biens immobiliers, y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières, sont imposables dans l'Etat où ces biens sont situés.

2. L'expression « biens immobiliers » est définie conformément au droit de l'Etat où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, ainsi que

les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière. On considère en outre comme « biens immobiliers » l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles. Les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7. BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8. NAVIGATION MARITIME ET AÉRIENNE

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Lorsque

a) Une entreprise d'un Etat participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat, ou que

b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat et d'une entreprise de l'autre Etat,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles dont seraient convenues des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10. DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat à un résident de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) Cinq pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société passible de l'impôt sur les sociétés qui a détenu directement ou indirectement, pendant une période d'au moins 12 mois précédant la date de la décision de distribution des dividendes, au moins dix pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;

b) Quinze pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. a) Un résident d'Italie qui reçoit des dividendes distribués par une société résidente de France, qui donneraient droit à un « avoir fiscal » s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à

cet « avoir fiscal », diminué de la retenue à la source au taux prévu au paragraphe 2 b), lorsqu'il s'agit :

- (i) D'une personne physique qui inclut le montant brut des dividendes dans son revenu brut déterminé pour l'application de l'impôt italien sur le revenu des personnes physiques;
- (ii) D'une société, autre que celles visées au paragraphe 2 a), qui inclut le montant brut des dividendes dans la base de l'impôt italien sur les personnes morales.

b) Une société résidente d'Italie, visée au paragraphe 2 a) ou relevant de la législation italienne applicable aux sociétés mères, qui reçoit d'une société résidente de France des dividendes qui donneraient droit à un « avoir fiscal » s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à la moitié de cet « avoir fiscal » diminuée de la retenue à la source prévue au paragraphe 2.

4. a) Un résident de France qui reçoit des dividendes distribués par une société résidente d'Italie, qui donneraient droit à un « crédit d'impôt » s'ils étaient reçus par un résident d'Italie, a droit à un paiement du Trésor italien égal à ce « crédit d'impôt », diminué de la retenue à la source au taux prévu au paragraphe 2 b), lorsqu'il s'agit :

- i) D'une personne physique qui inclut le montant brut des dividendes dans son revenu brut déterminé pour l'application de l'impôt français sur le revenu;
- ii) D'une société, autre que celles visées au paragraphe 2 a), qui inclut le montant brut des dividendes dans la base de l'impôt français sur les sociétés.

b) Une société résidente de France, visée au paragraphe 2 a) ou relevant de la législation française applicable aux sociétés mères, qui reçoit d'une société résidente d'Italie des dividendes qui donneraient droit à un « crédit d'impôt » s'ils étaient reçus par un résident d'Italie, a droit à un paiement du Trésor italien d'un montant égal à la moitié de ce « crédit d'impôt » diminuée de la retenue à la source prévue au paragraphe 2.

5. A moins qu'il ne bénéficie du paiement du Trésor français prévu au paragraphe 3 a), un résident d'Italie qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte diminué de la retenue à la source visée au paragraphe 2, lorsque ce précompte a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Lorsqu'une société demande un remboursement de précompte, les dispositions du paragraphe 3 b) ne sont pas applicables.

6. A moins qu'il ne bénéficie du paiement du Trésor italien prévu au paragraphe 4 a), un résident de France qui reçoit des dividendes distribués par une société résidente d'Italie a droit au remboursement du montant correspondant à la « *maggiorazione di conguaglio* » afférente à ces dividendes diminuée de la retenue à la source visée au paragraphe 2, lorsque cette « *maggiorazione di conguaglio* » a été effectivement acquittée par la société à raison de ces dividendes. Le remboursement doit être demandé, dans les délais prévus par la législation italienne, par l'intermédiaire de cette société, qui, dans ce cas, agit au nom et pour le compte du résident de France demandeur. Lorsqu'une société demande un remboursement de « *maggiorazione di conguaglio* », les dispositions du paragraphe 4 b) ne sont pas applicables.

La société distributrice peut payer à un résident de France le montant qui lui est remboursable en même temps que le paiement des dividendes lui revenant et en soustraire le montant dans la première déclaration de revenus qui suit ce paiement.

Un résident de France a droit au paiement du montant correspondant à la « *maggiorazione di conguaglio* » s'il est le bénéficiaire effectif des dividendes à la date de la décision de distribution des dividendes et, dans le cas visé au paragraphe 2 a), s'il a possédé les actions pendant une période d'au moins douze mois précédant cette date.

Dans le cas d'un rehaussement ultérieur du revenu imposable de la société distributrice ou dans le cas d'une reprise d'imposition de réserves ou d'autres fonds, la réduction de l'impôt dû par la société pour la période fiscale au cours de laquelle le redressement est devenu définitif est limitée à la partie de l'impôt afférente aux dividendes assujettis à la « *maggiorazione di conguaglio* » et effectivement versée au Trésor.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux dividendes dont la distribution a été décidée à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention.

7. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résidant d'un Etat, exerce dans l'autre Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dividendes sont imposables dans cet autre Etat selon sa législation interne.

8. Lorsque le bénéficiaire des dividendes est une société résidente d'un Etat, dont plus de la moitié du capital est détenue par une ou plusieurs personnes qui ne sont pas résidentes de cet Etat, les dispositions des paragraphes 3 et 4 ne sont applicables qu'à la condition que cette société fournisse à l'autorité compétente de l'autre Etat, si cette autorité compétente le lui demande, des éléments permettant de considérer qu'elle a acquis la participation génératrice des dividendes pour des raisons commerciales de bonne foi ou dans le cadre normal d'opérations de placement ou d'investissement et non pas principalement pour bénéficier de « l'avoir fiscal » ou du « crédit d'impôt ».

9. a) Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

b) Sont également considérés comme des dividendes payés par une société qui est un résident d'un des deux Etats, le paiement brut du Trésor représentatif, en France, de l'avoir fiscal visé au paragraphe 3 et, en Italie, du crédit d'impôt visé au paragraphe 4, et le montant brut remboursé au titre, en France, du précompte visé au paragraphe 5 et, en Italie, de la « *maggiorazione di conguaglio* » visée au paragraphe 6, afférents aux dividendes payés par cette société.

10. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des

dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 11. INTÉRÊTS

1. Les intérêts provenant d'un Etat et payés à un résident de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts peuvent être imposés dans l'Etat d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat mais, si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts mentionnés au paragraphe 1 ne sont imposables que dans l'Etat dont la personne qui reçoit les intérêts est un résident, si cette personne en est le bénéficiaire effectif et si ceux-ci sont payés :

a) En liaison avec la vente à crédit d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, ou

b) En liaison avec la vente à crédit de marchandises livrées par une entreprise à une autre entreprise.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un des deux Etats sont exonérés d'impôt dans ledit Etat si :

a) Le débiteur des intérêts est cet Etat ou une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou une de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France); ou

b) Les intérêts sont payés en considération d'un prêt effectué ou garanti par l'autre Etat ou une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou une de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France) ou un établissement public de cet autre Etat; ou

c) Les intérêts sont payés à d'autres institutions ou organismes (y compris les institutions financières) à raison des financements accordés par eux dans le cadre d'accords conclus entre les Gouvernements des deux Etats.

5. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les intérêts sont imposables dans cet autre Etat selon sa législation interne.

7. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique ou administrative ou collectivité locale (dans le cas de l'Italie), une collectivité territoriale (dans le cas de la France) ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat, a dans un Etat un établissement stable ou une base fixe pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

8. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements est imposable selon la législation de chaque Etat et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12. REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat et payées à un résident de l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'Etat d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les redevances provenant d'un Etat et payées à un résident de l'autre Etat pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique (à l'exclusion des redevances concernant les logiciels, les films cinématographiques et autres enregistrements des sons ou des images) ne sont imposables que dans cet autre Etat, si ledit résident en est le bénéficiaire effectif.

4. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, de logiciels, de films cinématographiques et de tous autres enregistrements des sons ou des images, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les redevances sont imposables dans cet autre Etat selon sa législation interne.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique ou administrative ou collectivité locale (dans le cas de l'Italie), une collectivité territoriale (dans le cas de la France) ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat, a dans un Etat un établissement stable ou une base fixe pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. La partie excédentaire des paiements est imposable selon la législation de chaque Etat et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13. GAINS EN CAPITAL

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers visés à l'article 6 sont imposables dans l'Etat où ces biens sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat a dans l'autre Etat ou de biens mobiliers qui font partie d'une base fixe dont un résident d'un Etat dispose dans l'autre Etat pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat dont le cédant est un résident.

Article 14. PROFESSIONS INDÉPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15. PROFESSIONS DÉPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et

b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé; si cet Etat ne perçoit pas d'impôt sur lesdites rémunérations, celles-ci sont imposables dans l'Etat dont les bénéficiaires sont des résidents.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les revenus provenant du travail dépendant des personnes habitant dans la zone frontalière de l'un des Etats, et travaillant dans la zone frontalière de l'autre Etat ne sont imposables que dans l'Etat dont ces personnes sont les résidents.

Article 16. DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION OU DE SURVEILLANCE

1. Les jetons de présence et autres rémunérations reçus par un résident d'un Etat qui exerce des fonctions de direction ou de gérance dans une société résidente de l'autre Etat, ou qui est membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une telle société, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations susvisées qui sont reçues par des personnes exerçant des fonctions réelles et permanentes dans un établissement stable situé dans l'Etat autre que celui dont la société est un résident et qui sont supportées comme telles par cet établissement stable sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17. ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

Lorsqu'un artiste ou un sportif, résident d'un Etat, tire de l'autre Etat des revenus correspondant à des prestations non indépendantes de sa notoriété professionnelle, ces revenus sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus visés au paragraphe 1 sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ils sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat d'où ils proviennent.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations ou bénéfices, et les traitements, salaires et autres revenus similaires qu'un artiste du spectacle ou un sportif, qui est un résident d'un Etat, tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat et en cette qualité, ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées pour une part importante par des fonds publics du premier Etat, de l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou collectivités territoriales (dans le cas de la France), ou de l'une de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un artiste ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité dans un Etat sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, que dans l'autre Etat lorsque cette autre personne est financée pour une part importante par des fonds publics de cet autre Etat, de l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou collectivités territoriales (dans le cas de la France), ou de l'une de leurs personnes morales de droit public.

Article 18. PENSIONS

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, versées à un résident d'un Etat au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat sont imposables dans cet Etat.

Article 19. FONCTIONS PUBLIQUES

1. *a)* Les rémunérations, autres que les pensions, versées par un Etat ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou collectivités territoriales (dans le cas de la France) à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat, ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'Etat où les services sont rendus si le bénéficiaire de la rémunération est un résident de cet Etat qui :

- (i) Possède la nationalité de cet Etat sans avoir la nationalité de l'autre Etat, ou
- (ii) Qui, sans avoir la nationalité de l'autre Etat, était un résident du premier Etat avant d'y rendre les services.

2. a) Les pensions versées par un Etat ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou collectivités territoriales (dans le cas de la France), soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat si le bénéficiaire est un résident de cet Etat et s'il en possède la nationalité sans avoir la nationalité de l'Etat d'où proviennent les pensions.

3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations et pensions versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales (dans le cas de l'Italie) ou collectivités territoriales (dans le cas de la France).

Article 20. PROFESSEURS ET CHERCHEURS

1. Les rémunérations qu'un professeur ou un chercheur qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches, reçoit au titre de ces activités ne sont pas imposables dans cet Etat pendant une période n'excédant pas deux ans.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre des travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

Article 21. ETUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 22. AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les autres articles de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire du revenu, résident d'un Etat exercé dans l'autre Etat soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur du revenu s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les éléments du revenu qui ne sont pas traités dans les autres articles de la présente Convention sont imposables dans cet autre Etat selon sa législation interne.

Article 23. FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6 que possède un résident d'un Etat et qui sont situés dans l'autre Etat, est imposable dans cet autre Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat a dans l'autre Etat, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat dispose dans l'autre Etat pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à leur exploitation est imposable dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 24. DISPOSITIONS POUR ÉLIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS

La double imposition est évitée de la manière suivante :

1. Dans le cas de la France :

a) Les bénéfiques et autres revenus positifs qui proviennent d'Italie et qui y sont imposables conformément aux dispositions de la Convention, sont également imposables en France lorsqu'ils reviennent à un résident de France. L'impôt italien n'est pas déductible pour le calcul du revenu imposable en France. Mais le bénéficiaire a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français dans la base duquel ces revenus sont compris. Ce crédit d'impôt est égal :

Pour les revenus visés aux articles 10, 11, 12, 16 et 17 et au paragraphe 8 du Protocole annexé à la Convention au montant de l'impôt payé en Italie, conformément aux dispositions de ces articles. Il ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus;

Pour tous les autres revenus, au montant de l'impôt français correspondant. Cette disposition est également applicable aux rémunérations visées aux articles 8, 13, paragraphe 3, et 19.

b) Les résidents de France qui possèdent de la fortune imposable en Italie conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 3 de l'article 23 et du paragraphe 11 a) et b) du Protocole annexé à la Convention sont également imposables en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt sur la fortune payé en Italie. Ce crédit ne peut toutefois excéder l'impôt français correspondant à la fortune imposable en Italie.

2. Dans le cas de l'Italie :

Lorsqu'un résident d'Italie reçoit des éléments de revenus qui sont imposables en France, l'Italie, en établissant ses impôts sur le revenu visés à l'article 2 de la présente Convention, peut comprendre dans la base imposable desdits impôts ces éléments de revenu à moins que des dispositions déterminées de la présente Convention ne s'y opposent.

Dans ce cas, l'Italie doit déduire des impôts ainsi établis l'impôt sur les revenus payé en France, mais le montant de la déduction ne peut pas dépasser la quote-part d'impôt italien imputable auxdits éléments de revenu dans la proportion où ces éléments participent à la formation du revenu total.

Toutefois aucune déduction ne sera accordée dans le cas où l'élément de revenu est assujéti en Italie à l'impôt par voie de retenue à la source libératoire sur demande du bénéficiaire du revenu, conformément à la législation italienne.

Article 25. NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un Etat, qu'ils soient ou non résidents de l'un des Etats, ne sont soumis dans l'autre Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujétiés les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation.

2. a) L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat a dans l'autre Etat n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat à accorder aux résidents de l'autre Etat les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

b) Lorsqu'un établissement stable situé dans un Etat reçoit des dividendes, intérêts ou redevances provenant de l'autre Etat et correspondant à des biens ou droits effectivement rattachables à ses activités, ces revenus sont imposables dans l'Etat de la source conformément aux dispositions respectives des articles 10, paragraphe 2 b), 11, paragraphe 2, et 12, paragraphe 2. L'Etat où est situé l'établissement stable élimine la double imposition dans les conditions prévues à l'article 24, paragraphe 1 ou paragraphe 2 a), abstraction faite du dernier alinéa. Cette disposition est applicable quel que soit le lieu du siège de l'entreprise dont dépend l'établissement stable.

3. A moins que les dispositions de l'article 9, du paragraphe 8 de l'article 11 ou du paragraphe 7 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres charges payés par une entreprise d'un Etat à un résident de l'autre Etat sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat envers un résident de l'autre Etat sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune disposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujétiées les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 26. PROCÉDURE AMIABLE

Les dispositions de l'article 26 de la Convention fiscale du 29 octobre 1958¹, dont le texte est le suivant, restent en vigueur :

« Article 26

1. Les autorités fiscales des deux Etats contractants pourront arrêter, de commun accord, les règlements nécessaires à l'exécution des dispositions de la présente Convention.

2. Dans le cas où l'exécution de certaines dispositions de cette Convention donnerait lieu à des difficultés ou à des doutes, les autorités fiscales des deux Etats contractants s'entendront pour interpréter ces dispositions dans l'esprit de la Convention.

3. Si un contribuable de l'un des Etats contractants prouve que les taxations établies ou projetées à sa charge ont entraîné ou doivent entraîner pour lui une double imposition interdite par la Convention il peut, sans préjudice de l'exercice de ses droits de réclamation et de recours dans chaque Etat, adresser aux autorités fiscales de l'Etat où se trouve son domicile une demande écrite de révision desdites taxations. Cette demande doit être présentée dans un délai de six mois à compter de la date de la notification ou de la perception à la source de la seconde imposition. Si elles en reconnaissent le bien-fondé, les autorités fiscales saisies d'une telle demande s'entendront avec les autorités fiscales de l'autre Etat pour éviter la double imposition.

4. S'il apparaît que, pour parvenir à une entente, des pourparlers soient opportuns, ceux-ci seront confiés à une commission mixte formée de représentants des deux Etats désignés par leurs autorités administratives supérieures. »

Article 27. ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention ainsi que pour prévenir l'évasion et la fraude fiscales. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat l'obligation :

a) De prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 659, p. 87.

b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celle de l'autre Etat;

c) De fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 28. ASSISTANCE AU RECOUVREMENT

Les dispositions de l'article 25 de la Convention fiscale du 29 octobre 1958, dont le texte est le suivant, restent en vigueur :

« Article 25

1. Les Etats contractants s'engagent à se prêter aide et assistance pour le recouvrement des impôts qui font l'objet de la présente Convention et pour celui des intérêts, des frais, des suppléments et majorations d'impôts.

2. Les autorités fiscales de l'Etat requis de prêter aide et assistance à l'autre Etat procéderont au recouvrement suivant les règles applicables au recouvrement de leurs propres créances fiscales similaires. Les créances fiscales à recouvrer ne seront pas considérées comme des créances privilégiées dans l'Etat requis.

3. Les poursuites et mesures d'exécution auront lieu sur production d'une copie officielle des titres exécutoires et éventuellement des décisions passées en force de chose jugée.

4. En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peut demander à l'autre Etat de notifier au redevable une contrainte ou un titre de perception. Les contestations touchant le bien-fondé des réclamations qui ont motivé la notification ne peuvent être portées que devant la juridiction compétente de l'Etat requérant. »

Article 29. FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés, les membres des postes consulaires, ainsi que les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international soit de dispositions d'accords particuliers.

2. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat et ne sont pas traités comme des résidents de l'un ou l'autre Etat en matière d'impôts sur le revenu ou sur la fortune.

Article 30. EXTENSION TERRITORIALE

1. La présente Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux territoires d'outre-mer et autres collectivités territoriales de

la République française, qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date, avec les modifications et dans les conditions, y compris les conditions relatives à la cessation d'application, qui sont fixées d'un commun accord entre les Etats par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure conforme à leurs dispositions constitutionnelles.

2. A moins que les deux Etats n'en soient convenus autrement, la dénonciation de la Convention par l'un d'eux en vertu de l'article 32, mettra aussi fin, dans les conditions prévues à cet article à l'application de la Convention à tout territoire ou collectivité territoriale auquel elle a été étendue conformément au présent article.

Article 31. ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Chacun des Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel la dernière de ces notifications est intervenue.

2. Ses dispositions s'appliqueront pour la première fois :

a) En ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes mises en paiement ou imposables à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention;

b) En ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ou afférents à l'exercice comptable ouvert au cours de cette année;

c) En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, à la fortune possédée au 1^{er} janvier de l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur.

3. A l'exception des dispositions de ses articles 25 et 26, la Convention fiscale du 29 octobre 1958 entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière d'impôts directs sur les revenus et sur la fortune¹ ainsi que l'avenant à cette Convention et son protocole du 6 décembre 1965¹ cesseront de s'appliquer à tout impôt français ou italien pour lequel la présente Convention produit ses effets.

Article 32. DÉNONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois chacun des Etats pourra, moyennant un préavis minimum de 6 mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile à partir de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur.

2. Dans ce cas, ses dispositions s'appliqueront pour la dernière fois :

a) En ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes mises en paiement ou imposables au titre de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée;

b) En ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ou afférents à l'exercice comptable clos au cours de cette année;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 659, p. 87.

c) En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, à la fortune possédée au 1^{er} janvier de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Venise le 5 octobre 1989, en double exemplaire, l'un en langue française et l'autre en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Pierre Bérégovoy — Signed by Pierre Bérégovoy.

² Signé par Rino Formica — Signed by Rino Formica.

PROTOCOLE À LA CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue ce jour entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. Il est entendu que les taxes assises sur le montant global des salaires et la taxe professionnelle visées au paragraphe 3 *a*), (iv) et (v) de l'article 2 sont régies par les dispositions relatives aux bénéficiaires des entreprises (article 7 ou 8 selon le cas) ou aux revenus des professions indépendantes (article 14). Les taxes assises sur le montant global des salaires ne s'appliquent pas aux salaires des personnes mentionnées au point 10, alinéa *b*) du présent protocole.

2. En ce qui concerne le paragraphe 1 *g*) de l'article 3, l'expression « trafic international » désigne également tout transport effectué par conteneur lorsque ce transport n'est que le complément d'un transport effectué en trafic international.

3. En ce qui concerne l'article 6, les revenus d'actions, de parts ou de participations dans une société ou une personne morale possédant des biens immobiliers situés dans un Etat, qui, selon la législation de cet Etat, sont soumis au même régime fiscal que les revenus de biens immobiliers, sont imposables dans cet Etat.

4. Article 7 :

a) En ce qui concerne les paragraphes 1 et 2, lorsqu'une entreprise d'un Etat vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas calculés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité.

Dans le cas de contrats, notamment de contrats d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable dans l'Etat où il est situé. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui est exécutée dans l'Etat où est situé le siège de direction effective ne sont imposables que dans cet Etat.

b) En ce qui concerne le paragraphe 3, on entend par « dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable » les dépenses directement afférentes à l'activité de cet établissement stable.

c) Si la législation d'un Etat autorise les sociétés résidentes de cet Etat à déterminer leurs bénéfices imposables d'après des comptes consolidés qui englobent notamment les résultats de filiales résidentes de l'autre Etat, les dispositions de la présente Convention, et en particulier de son article 7, ne s'opposent pas à l'application de cette législation.

5. En ce qui concerne l'article 9, il est entendu que lorsqu'un Etat inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat — et impose en conséquence — des béné-

fices qui auraient été réalisés par cette entreprise si les conditions convenues avec l'entreprise de l'autre Etat avaient été celles dont seraient convenues des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfiques si cet autre Etat estime que cet ajustement est justifié. Pour déterminer cet ajustement, les autorités compétentes des Etats doivent se consulter et tenir compte des autres dispositions de la présente Convention.

6. En ce qui concerne l'article 11, il est entendu que :

a) Le paragraphe 1 s'applique à tous les intérêts provenant d'un Etat et dont le bénéficiaire est un résident de l'autre Etat même si ces intérêts n'ont fait l'objet d'aucun paiement effectif;

b) Les intérêts mentionnés au paragraphe 1 et payés sur un prêt de n'importe quelle nature consenti par un établissement bancaire à un autre établissement bancaire sont exonérés d'impôts dans l'Etat d'où ils proviennent dans la mesure où ils étaient exonérés d'impôt dans cet Etat en vertu de la législation interne de cet Etat en vigueur à la date de la signature de la présente Convention.

Lorsque des modifications sont apportées à la législation interne mentionnée ci-dessus, les autorités compétentes engagent des négociations dans les plus brefs délais en vue de tenir compte de ces modifications.

7. En ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 12, les rémunérations payées pour des services techniques, y compris des analyses ou des études de nature scientifique, géologique ou technique, pour des travaux d'ingénierie y compris les plans y afférents, ou pour des services de consultation ou de surveillance, sont considérées comme des bénéfiques d'une entreprise auxquels les dispositions de l'article 7 s'appliquent, ou, le cas échéant, comme des revenus d'une profession indépendante auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 14.

8. a) En ce qui concerne l'article 13, les gains provenant de l'aliénation d'actions, de parts ou de participations dans une société ou une autre personne morale possédant des biens immobiliers situés dans un Etat, qui, selon la législation de cet Etat, sont soumis au même régime fiscal que les gains tirés de l'aliénation de biens immobiliers, sont imposables dans cet Etat. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les immeubles affectés par cette société ou cette personne morale à sa propre exploitation industrielle, commerciale, agricole ou à l'exercice d'une profession non commerciale.

b) Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13, les gains provenant de l'aliénation d'actions ou de parts autres que celles visées à l'alinéa a) et faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident d'un Etat sont imposables dans cet Etat, selon les dispositions de sa législation interne. On considère qu'il existe une participation substantielle lorsque le cédant, seul ou avec des personnes apparentées, dispose directement ou indirectement d'actions ou de parts dont l'ensemble ouvre droit à 25 pour cent ou plus des bénéfiques de la société.

9. En ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 15, on entend par zones frontalières les régions, en Italie, et les départements, en France, limitrophes de la frontière.

10. En ce qui concerne l'article 19, il est entendu que :

a) Les autorités compétentes des Etats peuvent, d'un commun accord, appliquer les dispositions des paragraphes 1 et 2 de cet article aux employés d'organismes à caractère public;

b) Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux rémunérations et pensions versées aux personnes qui exercent leur activité auprès des institutions culturelles et des établissements d'enseignement visés par la Convention culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne signée à Paris le 4 novembre 1949¹ et complétée par les échanges de lettres des 9 novembre 1954 et du 17 mai 1965. Nonobstant l'article 31, la présente disposition s'applique aux rémunérations et pensions pour lesquelles le délai de prescription fixé par la législation interne de chacun des Etats expire après le 31 décembre 1987.

11. En ce qui concerne l'article 23 :

a) La fortune constituée par des actions ou des parts dans une société ou une autre personne morale dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits portant sur ces biens est imposable dans l'Etat où ces biens sont situés.

Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les immeubles affectés par cette société ou cette personne morale à sa propre exploitation industrielle, commerciale, agricole ou à l'exercice d'une profession non commerciale.

b) Nonobstant toute disposition contraire de l'article 23, pour l'imposition au titre de l'impôt français de solidarité sur la fortune d'une personne physique qui est un résident de France et a la nationalité italienne sans avoir la nationalité française, les biens situés hors de France qu'elle possède au 1^{er} janvier de chacune des cinq années suivant celle au cours de laquelle elle devient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt afférent à chacune de ces cinq années.

Si une telle personne physique perd la qualité de résident de France pour une durée au moins égale à trois ans, puis redevient un résident de France, les biens situés hors de France que cette personne possède au 1^{er} janvier de chacune des cinq années suivant celle au cours de laquelle elle redevient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt afférent à chacune de ces cinq années.

c) Il est entendu que si la République italienne venait à instituer un impôt sur la fortune les autorités compétentes des deux Etats se concerteraient pour apporter, s'il y a lieu, les aménagements nécessaires à la présente Convention.

12. En ce qui concerne l'article 25 :

Rien dans le paragraphe 3 ne peut être interprété comme empêchant la France d'appliquer les dispositions de l'article 212 du code général des impôts en ce qui concerne les intérêts payés par une société française à une société-mère étrangère.

13. En ce qui concerne l'article 29 et nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique, qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat, qui est situé dans l'autre Etat ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins de la présente Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition :

a) Que, conformément au droit international, elle ne soit pas assujettie à l'impôt dans l'Etat accréditaire pour les revenus de sources extérieures à cet Etat ou pour la fortune située hors de cet Etat, et

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1516, p. 79.

b) Qu'elle soit soumise dans l'Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu mondial ou de sa fortune mondiale que les résidents de cet Etat.

14. *a)* Les autorités compétentes des Etats régleront en tant que de besoin les modalités d'application de la Convention.

b) En ce qui concerne les formalités que devront accomplir les résidents d'un Etat pour obtenir, dans l'autre Etat, les réductions ou exonérations d'impôt et autres avantages prévus par la Convention, il est entendu que :

(i) Les impôts prélevés dans un Etat par voie de retenue à la source seront remboursés sur demande de l'intéressé ou de l'Etat dont il est résident lorsque le droit de percevoir ces impôts est limité ou supprimé par les dispositions de la Convention.

Les demandes de remboursement, à présenter dans les délais établis par la législation de l'Etat tenu d'effectuer ledit remboursement, doivent être accompagnées d'une attestation officielle de l'Etat dont le contribuable est un résident, certifiant que les conditions exigées pour bénéficier des exonérations ou des réductions prévues dans la Convention sont remplies.

(ii) Les banques et établissements financiers situés en France, dépositaires ou gestionnaires d'actions émises par des sociétés résidentes d'Italie et appartenant à des personnes résidentes de France, peuvent, agissant pour le compte de ces personnes, demander directement l'application des dispositions des paragraphes 2 à 6 de l'article 10.

Cette demande doit comporter, par société émettrice, toutes indications utiles pour permettre de déterminer les propriétaires réels des actions et de connaître le montant des dividendes perçus par chacun d'eux. En présentant cette demande, les banques et établissements financiers doivent attester que les propriétaires réels des actions sont des personnes résidentes de France. La demande doit comporter le visa de l'administration fiscale française. Les autorités compétentes des Etats fixeront d'un commun accord les modalités pratiques d'application de cet alinéa.

(iii) Les banques et établissements financiers situés dans l'un des Etats, dépositaires ou gestionnaires d'obligations négociables émises par des sociétés ou organismes résidents de l'autre Etat et appartenant à des personnes résidentes du premier Etat peuvent, agissant pour le compte de ces personnes, demander directement l'application des dispositions des paragraphes 2 à 4 de l'article 11.

Cette demande doit comporter, par société ou organisme émetteur, toutes indications utiles pour permettre de déterminer les propriétaires réels des titres et de connaître le montant des intérêts perçus par chacun d'eux. En présentant cette demande, les banques et établissements financiers doivent attester que les propriétaires réels des titres sont des personnes résidentes de l'Etat où ils sont situés. La demande doit comporter le visa de l'Administration fiscale de cet Etat. Les autorités compétentes des Etats fixeront d'un commun accord les modalités pratiques d'application de cet alinéa.

c) Les dispositions de l'alinéa *b)* n'excluent pas l'interprétation suivant laquelle les autorités compétentes des deux Etats peuvent d'un commun accord établir d'autres procédures pour l'application des réductions d'impôt auxquelles ouvre droit la Convention.

15. Dans les cas où, conformément aux dispositions de la présente Convention, un revenu doit être exempté de la part de l'un des deux Etats, l'exemption sera accordée si et dans la mesure où ce revenu est imposable dans l'autre Etat.

16. Les cotisations payées par ou pour une personne physique qui est un résident d'un Etat ou qui y séjourne temporairement, à une institution de retraite agréée par les autorités compétentes de l'autre Etat dont cette personne était précédemment un résident, sont traitées fiscalement dans le premier Etat de la même façon que les cotisations payées à une institution de retraite reconnue par les autorités compétentes de cet Etat, si celles-ci acceptent l'agrément obtenu dans l'autre Etat par cette institution de retraite.

17. Si des clauses de la présente Convention deviennent incompatibles avec des dispositions arrêtées par les institutions des Communautés Européennes, les deux Etats peuvent, après concertation entre leurs autorités compétentes, fixer d'un commun accord, par la voie diplomatique, les modalités et conditions dans lesquelles ces clauses cessent d'être applicables.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent protocole.

FAIT à Venise le 5 octobre 1989, en double exemplaire, l'un en langue française et l'autre en langue italienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*]¹

Pour le Gouvernement
de la République italienne :

[*Signé — Signed*]²

¹ Signé par Pierre Bérégovoy — Signed by Pierre Bérégovoy.

² Signé par Rino Formica — Signed by Rino Formica.

ÉCHANGE DE LETTRES

I

Monsieur le Ministre,

Au moment de procéder à la signature de la nouvelle Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales qui doit remplacer la Convention signée à Paris le 29 octobre 1958 et modifiée et complétée par l'avenant signé à Paris le 6 décembre 1965, il m'apparaît nécessaire de vous proposer ce qui suit pour régler des litiges relatifs à l'application de cette dernière Convention.

La Convention du 20 octobre 1958 prévoit que les redevances et autres produits similaires, au sens du paragraphe 1 de l'article 11, ne sont imposables que dans l'Etat où se trouve le domicile du bénéficiaire. Toutefois, cette règle ne trouve pas à s'appliquer lorsque le bénéficiaire possède un établissement stable dans l'autre Etat. Dans ce dernier cas, les redevances ne sont imposables que dans cet autre Etat. Aux termes du paragraphe 1^{er}, 2^e alinéa de l'article 11, cette règle reste applicable en cas de substitution à un établissement stable d'une participation dans une société.

Je vous propose de confirmer l'interprétation que les autorités compétentes de nos deux pays sont convenues de donner à cette règle, lors de la Commission mixte qui s'est tenue à Rome du 8 au 11 juillet 1968. Selon cette interprétation, la règle prévue au paragraphe 1^{er}, 2^e alinéa, de l'article 11 ne s'applique que lorsqu'un établissement stable déjà existant est transformé en une société de personnes (dans le cas de l'Italie) ou en une société non passible de l'impôt sur les sociétés (dans le cas de la France), dans laquelle la personne qui possédait l'établissement stable détient, directement ou indirectement, la majorité des droits.

Toutes les impositions qui ne sont pas devenues définitives au 1^{er} janvier 1989 seront régularisées, s'il y a lieu, conformément à cette interprétation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si cette proposition recueille l'agrément de votre Gouvernement. Dans ce cas je suggérerais que cette lettre et votre confirmation soient considérées comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

[Signé]

PIERRE BÉRÉGOVOY
Ministre d'Etat

Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget

Monsieur Rino Formica
Ministre des Finances

II

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à votre lettre d'aujourd'hui dont le texte est le suivant :

[Voir lettre I]

En réponse à cette lettre j'ai l'honneur de vous communiquer que les dispositions y contenues sont acceptées par le Gouvernement de la République italienne et que votre lettre et cette réponse de confirmation sont considérées comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

[Signé]

RINO FORMICA
Ministre des Finances

Monsieur Pierre Bérégovoy
Ministre d'Etat
Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget

[ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN]

CONVENZIONE TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI IN MATERIA DI IMPOSTE SUL REDDITO E SUL PATRIMONIO E PER PREVENIRE L'EVAZIONE E LA FRODE FISCALI

Il Governo della Repubblica francese ed il Governo della Repubblica italiana, desiderosi di concludere una Convenzione per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscali, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1

SOGGETTI

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati.

Articolo 2

IMPOSTE CONSIDERATE

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito e sul patrimonio prelevate per conto di uno Stato, delle sue suddivisioni politiche o amministrative o dei suoi enti locali (per quanto riguarda l'Italia) o dei suoi enti territoriali (per quanto riguarda la Francia), qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito e sul patrimonio le imposte prelevate sul reddito complessivo o su elementi del reddito e del patrimonio, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo dei salari corrisposti dalle imprese, nonché le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono:
- a) per quanto concerne la Francia:
 - I) l'imposta sul reddito (l'impôt sur le revenu);
 - II) l'imposta sulle società (impôt sur les sociétés);
 - III) l'imposta di solidarietà sul patrimonio (impôt de solidarité sur la fortune);
 - IV) le tasse applicate sull'ammontare globale dei salari (les taxes assises sur le montant global des salaires);
 - V) la tassa professionale (la taxe professionnelle); comprese le trattenute, ritenute alla fonte ed acconti calcolati su dette imposte;(qui di seguito indicate quali "imposta francese");
 - b) per quanto concerne l'Italia:
 - I) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;
 - II) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;
 - III) l'imposta locale sui redditi;ancorché riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali "imposta italiana").

4. La Convenzione si applica anche alle imposte di natura identica o analoga che saranno istituite dopo la data di firma della Convenzione e che si aggiungeranno alle imposte attuali o le sostituiranno. Le autorità competenti degli Stati si comunicano le modifiche importanti apportate alle loro rispettive legislazioni fiscali.

Articolo 3

DEFINIZIONI GENERALI

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:
- a) l'espressione "uno Stato" e "l'altro Stato" designano, a seconda dei casi, la Repubblica francese o la Repubblica italiana; l'espressione "entrambi gli Stati" designa la Repubblica francese e la Repubblica italiana;
 - b) il termine "Francia" designa i dipartimenti europei e d'oltremare della Repubblica francese ivi compreso il mare territoriale e, al di là di esso, le zone sulle quali, conformemente al diritto internazionale, la Repubblica francese ha dei diritti sovrani ai fini dell'esplorazione e dello sfruttamento delle risorse naturali del suolo e del sottosuolo marino e delle acque sovrastanti;

- c) il termine "Italia" designa la Repubblica italiana e comprende il mare territoriale nonché, al di là di esso, le zone sulle quali, in virtù della propria legislazione e conformemente al diritto internazionale consuetudinario, l'Italia esercita diritti sovrani ai fini dell'esplorazione e dello sfruttamento delle risorse naturali del suolo e del sottosuolo marino e delle acque sovrastanti;
- d) il termine "persona" comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;
- e) il termine "società" designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini dell'imposizione;
- f) le espressioni "impresa di uno Stato" e "impresa dell'altro Stato" designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato;
- g) l'espressione "traffico internazionale" designa qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile sia utilizzato esclusivamente tra località situate nell'altro Stato;
- h) il termine "nazionali" designa:
- i) le persone fisiche che hanno la nazionalità di uno Stato;
 - ii) le persone giuridiche, le società di persone e le associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato;
- 1) l'espressione "autorità competente" designa:
- (i) per quanto concerne la Francia, il Ministro del Bilancio o il suo rappresentante autorizzato;
 - (ii) per quanto concerne l'Italia, il Ministero delle Finanze.

2. Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato, le espressioni ivi non definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato relativa alle imposte alle quali si applica la Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

Articolo 4

RESIDENTI

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "residente di uno Stato" designa ogni persona che, in virtù della

legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga. Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono assoggettate ad imposta in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato o per il patrimonio ivi situato.

2. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è residente di entrambi gli Stati, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

- a) detta persona è considerata residente dello Stato nel quale ha un'abitazione permanente; se essa dispone di un'abitazione permanente in entrambi gli Stati, è considerata residente dello Stato nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);
- b) se non si può determinare lo Stato nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha un'abitazione permanente in alcuno degli Stati, essa è considerata residente dello Stato in cui soggiorna abitualmente;
- c) se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati, ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato del quale ha la nazionalità;
- d) se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati risolvono la questione di comune accordo.

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è residente di entrambi gli Stati, essa è considerata residente dello Stato in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

La presente disposizione è in particolare applicabile alle società di persone ed a quelle ad essa equiparate, costituite in uno Stato conformemente alla sua legislazione.

Articolo 5

STABILE ORGANIZZAZIONE

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "stabile organizzazione" designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione "stabile organizzazione" comprende in particolare:
- a) una sede di direzione;
 - b) una succursale;
 - c) un ufficio;
 - d) un'officina;
 - e) un laboratorio;
 - f) una miniera, un pozzo di petrolio o di gas, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;
 - g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.
3. Non si considera che vi sia una "stabile organizzazione" se:
- a) si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti alla impresa;
 - b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;
 - c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;
 - d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per la impresa;
 - e) una sede fissa di affari è utilizzata, per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.
4. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1 e 2, se una persona - diversa da un agente che goda di uno status indipendente, cui si applichi il paragrafo 5 - agisce per conto di un'impresa e dispone in uno Stato di poteri che esercita abitualmente e che le permettono di concludere contratti a nome dell'impresa, si considera che tale impresa ha una stabile organizzazione in detto Stato in relazione all'attività che la predetta persona esercita per l'impresa, salvo il caso in cui le attività della persona siano limitate a quelle menzionate al paragrafo 3 e, qualora vengano esercitate per mezzo di una sede fissa di affari, non siano tali da far considerare detta sede come una stabile organizzazione secondo le disposizioni del presente paragrafo.
5. Non si considera che un'impresa di uno Stato ha una stabile organizzazione nell'altro Stato per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno status indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.
6. Il fatto che una società residente di uno Stato controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sé

motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

Articolo 6

REDDITI IMMOBILIARI

1. I redditi derivanti da beni immobili, compresi i redditi delle attività agricole o forestali, sono imponibili nello Stato in cui detti beni sono situati.

2. L'espressione "beni immobili" è definita in conformità al diritto dello Stato in cui i beni stessi sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì "beni immobili" l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a canoni variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed altre risorse naturali. Le navi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati beni immobili.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di un'impresa nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una professione indipendente.

Articolo 7

UTILI DELLE IMPRESE

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato svolge la sua attività nell'altro Stato per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di un'impresa distinta svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Qualora uno degli Stati segua la prassi di determinare gli utili da attribuire ad una stabile organizzazione in base al riparto degli utili complessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 del presente articolo non impedisce a detto Stato di determinare gli utili imponibili secondo la ripartizione in uso; tuttavia, il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai principi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti, gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

Articolo 8

NAVIGAZIONE MARITTIMA ED AEREA

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato in cui si trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto d'immatricolazione, nello Stato di cui è residente l'esercente la nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione ad un fondo comune (groupe), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

Articolo 9

IMPRESE ASSOCIATE

Allorchè

- a. un'impresa di uno Stato partecipa direttamente o indirettamente alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato, o
- b. le medesime persone partecipano direttamente o indirettamente alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato e di un'impresa dell'altro Stato,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni convenute o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

Articolo 10

DIVIDENDI

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato ad un residente dell'altro Stato sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi sono imponibili anche nello Stato di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona

che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere:

- a) il 5 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi se l'effettivo beneficiario è una società assoggettabile all'imposta sulle società che ha detenuto direttamente o indirettamente nel corso di un periodo di almeno 12 mesi precedenti la data della delibera di distribuzione dei dividendi, almeno il 10 per cento del capitale della società che paga i dividendi;
- b) il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi, in tutti gli altri casi.

Le disposizioni del presente paragrafo non riguardano l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. a) Un residente dell'Italia che riceve dividendi distribuiti da una società residente della Francia, i quali darebbero diritto ad un credito d'imposta ("avoir fiscal") se fossero ricevuti da un residente della Francia, ha diritto ad un pagamento da parte del Tesoro francese di un ammontare pari a detto credito d'imposta ("avoir fiscal"), diminuito della ritenuta alla fonte con l'aliquota prevista al paragrafo 2, lettera b), quando si tratta:
 - 1) di una persona fisica che include l'ammontare lordo dei dividendi nel suo reddito lordo determinato ai fini dell'applicazione dell'imposta italiana sul reddito delle persone fisiche;
 - 11) di una società, diversa da quelle indicate al paragrafo 2-a), che include l'ammontare lordo dei dividendi nella base imponibile dell'imposta italiana sulle persone giuridiche.
 - b) Una società residente dell'Italia, indicata al paragrafo 2-a) o soggetta alla legislazione italiana applicabile alle società madri che riceve da una società residente della Francia dividendi che darebbero diritto a un credito d'imposta ("avoir fiscal") se fossero ricevuti da un residente della Francia ha diritto ad un pagamento da parte del Tesoro francese di un ammontare pari alla metà di detto credito d'imposta ("avoir fiscal") diminuito della ritenuta alla fonte prevista al paragrafo 2.
4. a) Un residente della Francia che riceve dividendi distribuiti da una società residente dell'Italia, i quali darebbero diritto ad un credito d'imposta se fossero ricevuti da un residente dell'Italia, ha diritto ad un pagamento da parte del Tesoro italiano pari a detto credito d'imposta, diminuito della ritenuta alla fonte con l'aliquota prevista al paragrafo 2, lettera b), quando si tratta:
 - 1) di una persona fisica che include l'ammontare lordo dei dividendi nel suo reddito lordo determinato ai

fini dell'applicazione dell'imposta francese sul reddito;

- ii) di una società, diversa da quelle indicate al paragrafo 2- a), che include l'ammontare lordo dei dividendi nella base imponibile dell'imposta francese sulle società.
- b) Una società residente della Francia, indicata al paragrafo 2-a) o soggetta alla legislazione francese applicabile alle società madri che riceve da una società residente dell'Italia dividendi che darebbero diritto a un credito d'imposta se fossero ricevuti da un residente dell'Italia, ha diritto ad un pagamento da parte del Tesoro italiano di un ammontare pari alla metà di detto credito d'imposta diminuito della ritenuta alla fonte prevista al paragrafo 2.

5. Salvo il caso in cui benefici del pagamento del Tesoro francese previsto al paragrafo 3-a), un residente dell'Italia che riceve dividendi pagati da una società residente della Francia può ottenere il rimborso del prelievo alla fonte (précompte) diminuito della ritenuta alla fonte prevista al paragrafo 2, se lo stesso è stato effettivamente versato da detta società in relazione a tali dividendi. Quando una società chiede il rimborso del prelievo alla fonte (précompte), le disposizioni del paragrafo 3-b) non sono applicabili.

6. Salvo il caso in cui benefici del pagamento del Tesoro italiano previsto al paragrafo 4-a), un residente della Francia che riceve dividendi distribuiti da una società residente dell'Italia ha diritto al rimborso dell'ammontare corrispondente alla "maggiorazione di conguaglio" afferente tali dividendi, diminuito della ritenuta alla fonte prevista al paragrafo 2, se la stessa è stata effettivamente versata dalla società in relazione a detti dividendi. Il rimborso deve essere richiesto, nei termini stabiliti dalla legislazione italiana, per il tramite della stessa società che in questo caso agisce a suo nome e per conto del richiedente, residente della Francia. Quando una società chiede il rimborso della "maggiorazione di conguaglio" le disposizioni del paragrafo 4-b) non sono applicabili.

La società distributrice può pagare l'ammontare suddetto a un residente della Francia al momento del pagamento dei dividendi a lui spettanti e detrarre lo stesso ammontare nella prima dichiarazione dei redditi successiva a detto pagamento.

Il pagamento dell'ammontare corrispondente alla "maggiorazione di conguaglio" spetta a un residente della Francia a condizione che egli sia il beneficiario effettivo dei dividendi alla data della delibera di distribuzione dei dividendi stessi e, nel caso previsto al paragrafo 2-a), che abbia posseduto le azioni durante un periodo di almeno 12 mesi precedenti detta data.

Nel caso di una successiva rettifica del reddito imponibile della società distributrice in una misura più elevata o nel caso di una ripresa a tassazione di riserve o di altri fondi, la riduzione dell'imposta dovuta dalla società per il periodo d'imposta nel quale la rettifica è divenuta definitiva è limitata

alla parte dell'imposta relativa ai dividendi assoggettati alla "maggiorazione di conguaglio" ed effettivamente versata all'Eraio.

Le disposizioni del presente paragrafo si applicano ai dividendi la cui distribuzione è stata deliberata a decorrere dalla data di entrata in vigore della Convenzione.

7. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno Stato, eserciti nell'altro Stato, di cui è residente la società che paga i dividendi, sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleggi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione interna.

8. Quando il beneficiario dei dividendi è una società residente di uno Stato di cui più della metà del capitale è posseduta da una o più persone che non sono residenti di detto Stato, le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 sono applicabili a condizione che detta società produca all'autorità competente dell'altro Stato se questa autorità competente glielo richieda elementi che permettono di ritenere che essa ha acquisito la partecipazione generatrice dei dividendi per ragioni commerciali di buona fede o nell'ambito dell'ordinaria attività di fare o gestire investimenti e non allo scopo principale di beneficiare dell'"avoir fiscal" o del "credito d'imposta".

9. a) Ai fini del presente articolo il termine "dividendi" designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi assoggettati al regime fiscale delle distribuzioni secondo la legislazione dello Stato di cui è residente la società distributrice.

b) Sono parimenti considerati come dividendi pagati da una società residente di uno dei due Stati, il pagamento lordo del Tesoro rappresentativo, in Francia, del credito d'imposta ("avoir fiscal") considerato al paragrafo 3 e, in Italia, del credito di imposta considerato al paragrafo 4, nonché le somme lorde rimborsate a titolo, in Francia del prelievo alla fonte (précompte), considerate al paragrafo 5, e, in Italia della "maggiorazione di conguaglio" considerate al paragrafo 6 afferenti i dividendi pagati da detta società.

10. Qualora una società residente di uno Stato ricavi utili o redditi dall'altro Stato, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a

meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, nè prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

Articolo 11

INTERESSI

1. Gli interessi provenienti da uno Stato e pagati ad un residente dell'altro Stato sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali interessi possono essere tassati nello Stato dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che riceve gli interessi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo degli interessi.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi menzionati nel paragrafo 1 sono imponibili soltanto nello Stato di cui è residente la persona che riceve gli interessi, se detta persona è il beneficiario effettivo degli interessi e gli stessi sono pagati:

- a) in relazione alla vendita a credito di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche, o
- b) in relazione alla vendita a credito di merci consegnate da un'impresa ad un'altra impresa.

4. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, gli interessi provenienti da uno dei due Stati sono esenti da imposta in detto Stato se:

- a) il debitore degli interessi è lo Stato stesso o una delle sue suddivisioni politiche o amministrative o uno dei suoi enti locali (per quanto riguarda l'Italia) o uno dei suoi enti territoriali (per quanto riguarda la Francia); o
- b) gli interessi sono pagati in dipendenza di un prestito contratto o garantito dall'altro Stato o da una delle sue suddivisioni politiche o amministrative o da uno dei suoi enti locali (per quanto riguarda l'Italia) o

da uno dei suoi enti territoriali (per quanto riguarda la Francia) o da una pubblica istituzione di detto altro Stato; o

- c) gli interessi sono pagati ad altri enti od organismi (compresi gli istituti finanziari) in dipendenza di finanziamenti da essi concessi nel quadro di accordi conclusi tra i Governi dei due Stati.

5. Ai fini del presente Articolo il termine "interessi" designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonché ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

6. Le disposizioni dei paragrafi 1, 2, 3 e 4 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo degli interessi, residente di uno Stato, eserciti nell'altro Stato dal quale provengono gli interessi, sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata ed il credito generatore degli interessi si ricolleggi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione interna.

7. Gli interessi si considerano provenienti da uno Stato quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale (per quanto riguarda l'Italia), un ente territoriale (per quanto riguarda la Francia) o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore degli interessi, sia esso residente o no di uno Stato, ha in uno Stato una stabile organizzazione, o una base fissa, per le cui necessità viene contratto il debito sul quale sono pagati gli interessi e tali interessi sono a carico della stabile organizzazione, o base fissa, gli interessi stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

8. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 12

CANONI

1. I canoni provenienti da uno Stato e pagati ad un residente dell'altro Stato sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali canoni possono essere tassati nello Stato dal quale essi provengono e in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che riceve i canoni ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 5 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.

3. Nonostante le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo, i canoni provenienti da uno Stato e pagati ad un residente dell'altro Stato per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche (ad eccezione dei canoni relativi a "software" a pellicole cinematografiche ed altre registrazioni di suoni o di immagini) sono imponibili soltanto in questo altro Stato, qualora detto residente ne sia l'effettivo beneficiario.

4. Ai fini del presente articolo il termine "canoni" designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche del "software", delle pellicole cinematografiche e delle altre registrazioni di suoni o d'immagini, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonché per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

5. Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei canoni, residente di uno Stato, eserciti nell'altro Stato dal quale provengono i canoni, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti ed i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso, i canoni sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione interna.

6. I canoni si considerano provenienti da uno Stato quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa o, un suo ente locale (per quanto riguarda l'Italia), un ente territoriale (per quanto riguarda la Francia) o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore dei

canoni, sia esso residente o no di uno Stato, ha in uno Stato una stabile organizzazione o una base fissa, per le cui necessità è stato concluso il contratto che ha dato luogo al pagamento dei canoni e che ne sopporta l'onere, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

7. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni, tenuto conto della prestazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. La parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 13

UTILI DI CAPITALE

1. Gli utili provenienti dall'alienazione di beni immobili di cui all'Articolo 6, sono imponibili nello Stato dove tali beni sono situati.

2. Gli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili facenti parte della proprietà aziendale di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato ha nell'altro Stato, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui un residente di uno Stato dispone nell'altro Stato per l'esercizio di una professione indipendente, compresi gli utili derivanti dall'alienazione di detta stabile organizzazione (da sola o con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato.

3. Gli utili derivanti dall'alienazione di navi o di aeromobili impiegati in traffico internazionale o di beni mobili destinati all'esercizio di dette navi od aeromobili, sono imponibili soltanto nello Stato in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Gli utili derivanti dall'alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1, 2 e 3 sono imponibili soltanto nello Stato di cui l'alienante è residente.

Articolo 14

PROFESSIONI INDIPENDENTI

1. I redditi che un residente di uno Stato ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività di carattere indipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale residente non disponga abitualmente nell'altro Stato di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base fissa, i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono imputabili a detta base fissa.

2. L'espressione "libera professione" comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

Articolo 15

LAVORO SUBORDINATO

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18, 19, 20 e 21, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato riceve in corrispettivo di un'attività dipendente svolta nell'altro Stato sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

- a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato, e
- b) le remunerazioni sono pagate da o per conto di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato, e
- c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni percepite in corrispettivo di un lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili utilizzati in traffico internazionale sono imponibili nello Stato nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa; se tale Stato non preleva imposte su dette remunerazioni, le stesse sono imponibili nello Stato di cui i beneficiari sono residenti.

4. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, i redditi derivanti dal lavoro dipendente di persone abitanti nella zona di frontiera di uno degli Stati, e che lavorano nella zona di frontiera dell'altro Stato, sono imponibili soltanto nello Stato del quale dette persone sono residenti.

Articolo 16

DIRIGENTI DI SOCIETÀ E MEMBRI DEI CONSIGLI DI AMMINISTRAZIONE O DEI COLLEGI SINDACALI

1. I gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe ricevuti da un residente di uno Stato che esercita funzioni di direzione o di gestione in una società residente dell'altro Stato, o che è membro del Consiglio di amministrazione o del collegio sindacale sono imponibili in detto altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le retribuzioni sopra citate che sono ricevute da persone che esercitano funzioni effettive e permanenti in una stabile organizzazione situata nello Stato diverso da quello in cui la società è residente e che sono prese a carico della stabile organizzazione sono imponibili in detto altro Stato.

Articolo 17

ARTISTI E SPORTIVI

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che un residente di uno Stato ritrae dalle sue prestazioni personali esercitate nell'altro Stato in qualità di artista dello spettacolo, quale un artista di teatro, del cinema, della radio o della televisione, o in qualità di musicista, nonché di sportivo, sono imponibili in detto altro Stato.

Quando un artista o uno sportivo, residente di uno Stato ritrae dall'altro Stato redditi relativi a prestazioni che non

sono indipendenti dalla sua notorietà professionale, tali redditi sono imponibili in detto altro Stato.

2. Quando i redditi di cui al paragrafo 1 sono attribuiti non all'artista stesso o allo sportivo, ma ad altre persone detti redditi, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, sono imponibili nello Stato dal quale essi provengono.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni o gli utili, nonché gli stipendi, i salari e gli altri redditi simili che un artista dello spettacolo o uno sportivo, residente di uno Stato, ritrae dalle sue prestazioni personali svolte, in tale qualità, nell'altro Stato, sono imponibili soltanto nel primo Stato se dette prestazioni svolte nell'altro Stato sono finanziate in gran parte con fondi pubblici del primo Stato, di una delle sue suddivisioni politiche o amministrative, o di un suo ente locale (per quanto riguarda l'Italia) o di un suo ente territoriale (per quanto riguarda la Francia), ovvero di una loro persona giuridica di diritto pubblico.

4. Nonostante le disposizioni del paragrafo 2, quando i redditi derivanti da attività che un artista dello spettacolo o uno sportivo esercita personalmente e in tale qualità in uno Stato sono attribuiti non all'artista o allo sportivo medesimo ma ad un'altra persona, detti redditi sono imponibili soltanto, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, nell'altro Stato se detta altra persona è finanziata in gran parte con fondi pubblici di detto altro Stato, di una suddivisione politica o amministrativa o di un ente locale di detto Stato (per quanto riguarda l'Italia) o di un suo ente territoriale (per quanto riguarda la Francia) o da una loro persona giuridica di diritto pubblico.

Articolo 18

PENSIONI

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le pensioni ed altre somme pagate in applicazione della legislazione sulla sicurezza sociale di uno Stato, sono imponibili in detto Stato.

Articolo 19

FUNZIONI PUBBLICHE

1. a) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale (per quanto riguarda l'Italia), o da un suo ente territoriale (per quanto riguarda la Francia) a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente, sono imponibili soltanto in questo Stato.
- b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nello Stato nel quale i servizi sono resi se il beneficiario della remunerazione è un residente di questo Stato:
 - i) che abbia la nazionalità di detto Stato senza avere la nazionalità dell'altro Stato, o
 - ii) che senza avere la nazionalità dell'altro Stato, era residente del primo Stato prima di rendersi i servizi.
2. a) Le pensioni corrisposte da uno Stato o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, (per quanto riguarda l'Italia), o da un suo ente territoriale (per quanto riguarda la Francia) sia direttamente sia mediante prelievamento da fondi da essi costituiti, a una persona fisica in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente, sono imponibili soltanto in questo Stato.
- b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato qualora il beneficiario sia un residente di detto Stato e ne abbia la nazionalità senza avere la nazionalità dello Stato dal quale provengono le pensioni.
3. Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di una attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale (per quanto riguarda l'Italia), o da un suo ente territoriale (per quanto riguarda la Francia).

Articolo 20

PROFESSORI E RICERCATORI

1. Le remunerazioni che un professore o un ricercatore che è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato, residente dell'altro Stato e che soggiorna nel primo Stato al solo fine di insegnarvi o di svolgervi ricerche, ritrae come corrispettivo di dette attività non sono imponibili in questo Stato per un periodo non superiore a due anni.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano alle remunerazioni ricevute come corrispettivo di lavori di ricerca intrapresi non nel pubblico interesse ma principalmente al fine di realizzare un beneficio particolare a favore di una o più persone determinate.

Articolo 21

STUDENTI

Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato, residente dell'altro Stato e che soggiorna nel primo Stato al solo scopo di compiersi i suoi studi o di completarvi la propria formazione, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, d'istruzione o di formazione, non sono imponibili in questo Stato a condizione che tali somme provengano da fonti situate al di fuori di detto Stato.

Articolo 22

ALTRI REDDITI

1. Gli elementi di reddito di qualsiasi provenienza di un residente di uno Stato, non trattati negli altri articoli della presente Convenzione, sono imponibili soltanto in questo Stato.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario del reddito residente di uno Stato, eserciti

nell'altro Stato sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e il diritto o il bene produttivo del reddito si ricolleggi effettivamente ad esse. In tal caso, gli elementi di reddito che non sono trattati negli altri articoli della presente Convenzione sono imponibili in detto altro Stato secondo la propria legislazione interna.

Articolo 23

PATRIMONIO

1. Il patrimonio costituito da beni immobili, specificati all'articolo 6, posseduti da un residente di uno Stato contraente e situati nell'altro Stato contraente, è imponibile in detto altro Stato.

2. Il patrimonio costituito da beni mobili appartenenti ad una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, o da beni mobili appartenenti ad una base fissa posseduta da un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente, è imponibile in detto altro Stato.

3. Il patrimonio costituito da navi e da aeromobili impiegati nel traffico internazionale, nonché dai beni mobili relativi al loro esercizio è imponibile soltanto nello Stato contraente dove è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Ogni altro elemento del patrimonio di un residente di uno Stato contraente è imponibile soltanto in detto Stato.

Articolo 24

DISPOSIZIONI PER ELIMINARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI

La doppia imposizione è eliminata nella seguente maniera:

1. Per quanto concerne l'Italia:

Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Francia, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte

sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non vi si oppongano.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Francia, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta alla fonte a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

2. Per quanto concerne la Francia:

- a) Gli utili e gli altri redditi (revenus positifs) che provengono dall'Italia e che sono ivi imponibili conformemente alle disposizioni della Convenzione, sono parimenti imponibili in Francia allorchè sono ricevuti da un residente della Francia. L'imposta italiana non è deducibile ai fini del calcolo del reddito imponibile in Francia. Ma il beneficiario ha diritto ad un credito di imposta nei confronti dell'imposta francese nella cui base detti redditi sono inclusi. Detto credito di imposta è pari:
 - con riferimento ai redditi previsti agli articoli 10, 11, 12, 16, 17 e al paragrafo 8 del protocollo annesso alla Convenzione all'ammontare dell'imposta pagata in Italia conformemente alle disposizioni di detti articoli. Esso non può tuttavia eccedere l'ammontare dell'imposta francese relativa a tali redditi;
 - per tutti gli altri redditi, all'ammontare della relativa imposta francese. Questa disposizione è parimenti applicabile alle remunerazioni di cui agli articoli 8, 13 paragrafo 3, e 19.
- b) I residenti della Francia che possiedono elementi di patrimonio imponibile in Italia conformemente alle disposizioni dei paragrafi da 1 a 3 dell'articolo 23 e del paragrafo 11 a) e b) del protocollo annesso alla Convenzione sono anche imponibili in Francia per detti elementi di patrimonio. L'imposta francese è calcolata deducendo un credito d'imposta pari all'ammontare dell'imposta sul patrimonio pagata in Italia. Detto credito non può tuttavia eccedere l'imposta francese afferente gli elementi del patrimonio imponibile in Italia.

Articolo 25

NON DISCRIMINAZIONE

1. I nazionali di uno Stato, siano essi residenti o non di uno degli Stati, non sono assoggettati nell'altro Stato ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione.

2. a) L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato ha nell'altro Stato non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività. La presente disposizione non può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno Stato di accordare ai residenti dell'altro Stato le deduzioni personali, gli abbattimenti alla base e le deduzioni d'imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

b) Quando una stabile organizzazione situata in uno Stato riceve dividendi, interessi o canoni provenienti dall'altro Stato e relativi a beni o diritti effettivamente connessi alla sua attività, tali redditi sono imponibili nello Stato della fonte conformemente alle rispettive disposizioni degli articoli 10, paragrafo 2 b), 11, paragrafo 2 e 12, paragrafo 2. Lo Stato in cui è situata la stabile organizzazione elimina la doppia imposizione alle condizioni previste nell'articolo 24 paragrafo 1 o paragrafo 2-a), fatta eccezione per l'ultima alinea. La presente disposizione si applica quale che sia il luogo in cui ha la sede l'impresa da cui dipende la stabile organizzazione.

3. Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 9, del paragrafo 8 dell'articolo 11 o del paragrafo 7 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese pagati da un'impresa di uno Stato ad un residente dell'altro Stato sono deducibili, ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pagati ad un residente del primo Stato. Parimenti i debiti di una impresa di uno Stato nei confronti di un residente dell'altro Stato sono deducibili, per la determinazione del patrimonio imponibile di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero stati contratti nei confronti di un residente del primo Stato.

4. Le imprese di uno Stato, il cui capitale è, in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posseduto o controllato da uno o più residenti dell'altro Stato, non sono assoggettate nel

primo Stato ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese similari del primo Stato.

5. Le disposizioni del presente articolo si applicano alle imposte di ogni natura o denominazione.

Articolo 26

PROCEDURA AMICHEVOLE

Le disposizioni dell'articolo 26 della Convenzione fiscale del 29 ottobre 1958, il cui testo è il seguente, restano in vigore: "

Articolo 26

1. Le Autorità fiscali dei due Stati contraenti potranno stabilire, di comune accordo, i regolamenti necessari alla esecuzione delle disposizioni della presente Convenzione.

2. Nel caso che l'applicazione di qualche disposizione di questa Convenzione desse luogo a difficoltà o a dubbi, le autorità fiscali dei due Stati contraenti si metteranno d'accordo per interpretare tale disposizione nello spirito della Convenzione.

3. Se un contribuente di uno degli Stati contraenti prova che le imposizioni fatte o progettate a suo carico hanno causato o causeranno nei suoi confronti una doppia imposizione vietata dalla Convenzione, può, senza pregiudizio dell'esercizio dei suoi diritti di reclamo e di ricorso in ciascuno Stato, rivolgere alle autorità fiscali dello Stato in cui si trova il suo domicilio una domanda scritta di revisione delle dette imposizioni. Questa domanda deve essere presentata nel termine di sei mesi a partire dalla data della notifica o della riscossione alla fonte della seconda imposizione. Se ne riconoscono la fondatezza, le autorità fiscali cui tale domanda è stata rivolta si metteranno d'accordo con le autorità fiscali dell'altro Stato al fine di evitare la doppia imposizione.

4. Se risulta che, per arrivare ad un accordo, siano opportune trattative, queste saranno affidate ad una Commissione mista formata di rappresentanti dei due Stati designati dalle loro autorità amministrative superiori.

Articolo 27

SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Le autorità competenti degli Stati si scambieranno le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione o quelle della legislazione interna degli Stati relativa alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla Convenzione, nonché per prevenire l'evasione e la frode fiscali. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato sono tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e sono comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla Convenzione, delle procedure o procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Tali persone od autorità utilizzano tali informazioni soltanto per questi fini. Esse possono servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche di tribunale o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno Stato l'obbligo :

- a) di adottare misure amministrative in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato;
- b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quella dell'altro Stato;
- c) di fornire informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

Articolo 28

ASSISTENZA ALLA RISCOSSIONE

Le disposizioni dell'articolo 25 della Convenzione fiscale del 29 ottobre 1958, il cui testo è il seguente, restano in vigore: "

Articolo 25

1. Gli Stati contraenti si impegnano a prestarsi aiuto ed assistenza per la riscossione delle imposte che fanno oggetto

della presente Convenzione, nonché degli interessi, delle spese, dei supplementi e maggiorazioni di imposte.

2. Le autorità fiscali dello Stato richiesto di prestare aiuto ed assistenza all'altro Stato procederanno alla riscossione secondo le regole applicabili alla riscossione dei propri crediti fiscali della medesima natura. I crediti fiscali da riscuotere non saranno considerati crediti privilegiati nello Stato richiesto.

3. Gli atti e le misure d'esecuzione avranno luogo dietro produzione di una copia ufficiale dei titoli esecutivi ed eventualmente delle decisioni passate in forza di cosa giudicata.

4. Per quanto riguarda i crediti fiscali che sono ancora passibili di ricorsi, lo Stato creditore, per la salvaguardia dei suoi diritti, può richiedere all'altro Stato di notificare al debitore un'intimazione o un titolo di riscossione. Le contestazioni concernenti la fondatezza dei reclami che hanno motivato la notificazione non possono essere portate che innanzi alla competente giurisdizione dello Stato richiedente."

Articolo 29

FUNZIONARI DIPLOMATICI E CONSOLARI

1. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i membri delle missioni diplomatiche ed i loro domestici privati, i membri delle sedi consolari, nonché i membri delle delegazioni permanenti presso le organizzazioni internazionali in virtù sia delle norme generali del diritto internazionale sia delle disposizioni di accordi particolari.

2. La Convenzione non si applica alle organizzazioni internazionali, ai loro organi o ai loro funzionari, nè alle persone che sono membri d'una missione diplomatica o di una sede consolare o di una delegazione permanente di uno Stato terzo, quando esse si trovino nel territorio di uno Stato e non siano considerate residenti dell'uno o dell'altro Stato in materia di imposte sul reddito o sul patrimonio.

Articolo 30

CAMPO D'APPLICAZIONE TERRITORIALE

1. La presente Convenzione può essere estesa, integralmente o con le necessarie modifiche, ai territori d'oltremare ed altri enti territoriali della Repubblica francese che prelevano imposte di natura analoga a quelle cui si applica la Convenzione. Tale estensione avrà effetto a partire dalla data, con le modifiche ed alle condizioni, comprese le condizioni relative alla cessazione dell'applicazione, fissate di comune accordo tra gli Stati per mezzo di scambio di note diplomatiche o secondo ogni altra procedura conforme alle loro disposizioni costituzionali.

2. A meno che i due Stati non convengano diversamente, la denuncia della Convenzione operata da uno di essi in virtù dell'articolo 32, porrà termine, alle condizioni previste in detto articolo, anche all'applicazione della Convenzione a qualsiasi territorio o ente territoriale cui essa sia stata estesa in conformità al presente articolo.

Articolo 31

ENTRATA IN VIGORE

1. Ciascuno Stato notificherà all'altro il compimento delle procedure richieste dalla propria legislazione per l'entrata in vigore della presente Convenzione.

Essa entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello nel corso del quale sia intervenuta l'ultima di dette notificazioni.

2. Le sue disposizioni si applicheranno per la prima volta:

- a) per quanto concerne le imposte riscosse mediante ritenuta alla fonte, alle somme poste in pagamento o imponibili successivamente alla data d'entrata in vigore della Convenzione;
- b) per quanto concerne le altre imposte sul reddito, ai redditi realizzati durante l'anno solare nel corso del quale la Convenzione è entrata in vigore o imputabili all'esercizio contabile aperto nel corso di detto anno.
- c) per quanto concerne l'imposta sul patrimonio agli elementi di patrimonio posseduti al 1° gennaio dell'anno

solare nel corso del quale la Convenzione è entrata in vigore.

3. Ad eccezione delle disposizioni dei suoi articoli 25 e 26 la Convenzione fiscale del 29 ottobre 1958 tra la Francia e l'Italia per evitare le doppie imposizioni e regolare certe altre questioni in materia di imposte dirette sui redditi e sul patrimonio, nonché l'Accordo aggiuntivo a detta Convenzione e il suo Protocollo del 6 dicembre 1965 cesseranno di applicarsi a qualsiasi imposta francese o italiana per la quale la presente Convenzione produce i suoi effetti.

Articolo 32 DENUNCIA

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limitazioni di durata. Tuttavia ciascuno Stato potrà, mediante preavviso di almeno sei mesi notificato attraverso le vie diplomatiche, denunciarla entro la fine di un anno solare, a partire dal quinto anno successivo a quello dell'entrata in vigore.

2. In questo caso, le sue disposizioni si applicheranno per l'ultima volta:

- a) per quanto concerne le imposte riscosse mediante ritenuta alla fonte, alle somme poste in pagamento o imponibili relativamente all'anno solare entro la fine del quale sarà stata notificata la denuncia,
- b) per quanto concerne le altre imposte sul reddito, ai redditi realizzati durante l'anno solare entro la fine del quale la denuncia sarà stata notificata o imputabili all'esercizio contabile chiuso nel corso di detto anno.
- c) per quanto concerne l'imposta sul patrimonio, agli elementi di patrimonio posseduti al 1° gennaio dell'anno solare entro la fine del quale la denuncia sarà stata notificata.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTA a Venezia, il 5 ottobre 1989, in duplice esemplare, l'uno in lingua francese e l'altro in lingua italiana, i due testi facenti egualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica francese:

[Signed — Signé]¹

Per il Governo
della Repubblica italiana:

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Pierre Bérégovoy — Signé par Pierre Bérégovoy.

² Signed by Rino Formica — Signé par Rino Formica.

PROTOCOLLO

alla Convenzione tra il Governo della Repubblica francese e il Governo della Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscali.

All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra il Governo della Repubblica francese e il Governo della Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e per prevenire l'evasione e la frode fiscali, i sottoscritti hanno concordato le seguenti disposizioni che formano parte integrante della Convenzione.

1. Resta inteso che le tasse applicate sull'ammontare globale dei salari e la tassa professionale previste nel paragrafo 3, a), (iv) e (v) dell'articolo 2 sono disciplinate dalle disposizioni relative agli utili delle imprese (articolo 7 oppure 8 seconda del caso) o relative ai redditi delle professioni indipendenti (articolo 14). Le tasse applicate sull'ammontare globale dei salari non si applicano ai salari delle persone menzionate al punto 10, alinea b del presente Protocollo.

2. Per quanto concerne il paragrafo 1, g), dell'articolo 3, l'espressione "traffico internazionale" designa altresì qualsiasi attività di trasporto effettuato a mezzo di contenitori se detto trasporto costituisce soltanto il complemento di un trasporto effettuato in traffico internazionale.

3. Per quanto concerne l'articolo 6 i redditi derivanti da azioni, da quote o da partecipazioni in una società o in una persona giuridica che possiede beni immobili situati in uno Stato, i quali, secondo la legislazione di tale Stato, sono sottoposti allo stesso regime fiscale dei redditi di beni immobili, sono imponibili in detto Stato.

4. Articolo 7:

- a) Per quanto concerne i paragrafi 1 e 2, se un'impresa di uno Stato vende merci o esercita attività nell'altro Stato per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, gli utili di tale stabile organizzazione non sono calcolati sulla base dell'ammontare globale ricevuto dall'impresa, bensì soltanto sulla base della remunerazione attribuibile all'effettiva attività della stabile organizzazione per tali vendite o detta attività.

Nel caso di contratti, in particolare di contratti di studio, di forniture, di installazione o di costruzione, di attrezzature di stabilimenti industriali, commerciali o scientifici, o di opere pubbliche, se l'impresa ha una stabile organizzazione, gli utili di tale stabile organizzazione non sono determinati sulla base

dell'ammontare globale del contratto ma soltanto sulla base della parte del contratto che è stata effettivamente eseguita dalla stabile organizzazione nello Stato in cui essa è situata.

Gli utili relativi alla parte del contratto che è stata eseguita nello Stato in cui è situata la sede di direzione effettiva, sono imponibili soltanto in detto Stato.

- b) Per quanto concerne il paragrafo 3, per "spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stabile organizzazione" si intendono le spese direttamente connesse con l'attività di detta stabile organizzazione.
- c) Se la legislazione di uno Stato autorizza le società residenti di detto Stato a determinare i loro utili imponibili mediante conti consolidati che includono in particolare i risultati di filiali residenti dell'altro Stato, le disposizioni della presente Convenzione, ed in particolare del suo articolo 7, non sono di ostacolo all'applicazione di detta legislazione.

5. Per quanto concerne l'articolo 9, resta inteso che se uno Stato include negli utili di un'impresa di detto Stato - e li tassa in conseguenza - utili che sarebbero stati realizzati da dette imprese se le condizioni convenute con l'impresa dell'altro Stato fossero state quelle che avrebbero convenuto delle imprese indipendenti, l'altro Stato procede ad un adeguato aggiustamento dell'ammontare dell'imposta che è stata prelevata su tali utili, se detto altro Stato ritiene che il citato aggiustamento è giustificato. Ai fini della determinazione dell'aggiustamento, le autorità competenti degli Stati devono consultarsi e tener conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

6. Per quanto concerne l'articolo 11, resta inteso che:

- a) il paragrafo 1 si applica a tutti gli interessi provenienti da uno Stato ed il cui beneficiario effettivo è un residente dell'altro Stato, anche se tali interessi non hanno formato oggetto di un pagamento effettivo;
- b) gli interessi menzionati nel paragrafo 1 e pagati in relazione a prestiti di qualsiasi natura effettuati da istituti bancari ed altri istituti bancari sono esenti da imposta nello Stato da cui essi provengono nei limiti in cui essi erano esenti da imposta in questo Stato in virtù della legislazione interna di tale Stato in vigore alla data della firma della presente Convenzione. Se intervengono modifiche nella legislazione interna prima menzionata, le autorità competenti avviano negoziati nel più breve tempo possibile allo scopo di tener conto di dette modifiche.

7. Per quanto concerne il paragrafo 4 dell'articolo 12, i compensi corrisposti per servizi tecnici, compresi le analisi o gli studi di natura scientifica, geologica o tecnica, per lavori d'ingegneria, compresi i relativi progetti, o per servizi di consultazione o di sorveglianza, sono considerati utili di impresa cui si applicano le disposizioni dell'articolo 7 o, a seconda del caso, redditi di una professione indipendente cui si applicano le disposizioni dell'articolo 14.

8. a) Per quanto concerne l'articolo 13, gli utili derivanti dall'alienazione di azioni, quote o partecipazioni in una società o in una persona giuridica che possiede beni immobili situati in uno Stato, i quali, secondo la legislazione di tale Stato, sono sottoposti allo stesso regime fiscale degli utili derivanti dall'alienazione di beni immobili, sono imponibili in detto Stato. Ai fini dell'applicazione della presente disposizione, non sono presi in considerazione i beni immobili che sono utilizzati da detta società o persona giuridica nell'esercizio della propria attività, industriale, commerciale, agricole ovvero nell'esercizio di una attività non commerciale.

b) Nonostante le disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 13, gli utili derivanti dall'alienazione di azioni o di quote diverse da quelle considerate alla lettera a) e facenti parte di una partecipazione importante nel capitale di una società residente di uno Stato, sono imponibili in detto Stato, secondo le disposizioni della sua legislazione interna. Si considera che esista una partecipazione importante se il cedente, da solo o con persone associate o collegate, dispone direttamente o indirettamente di azioni o di quote che danno complessivamente diritto ad almeno il 25% degli utili della società.

9. Per quanto concerne il paragrafo 4 dell'articolo 15, per zone frontaliere si intendono, per l'Italia, le Regioni, e per la Francia, i Dipartimenti, confinanti con la frontiera.

10. Per quanto concerne l'Articolo 19, resta inteso che:

a) le autorità competenti degli Stati possono, di comune accordo, applicare le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 di detto articolo ai dipendenti di organismi a carattere pubblico;

b) i paragrafi 1 e 2 si applicano anche alle remunerazioni ed alle pensioni corrisposte alle persone che esercitano le loro attività presso le istituzioni culturali e gli istituti di insegnamento previsti dalla Convenzione culturale tra il Governo della Repubblica francese ed il Governo della Repubblica italiana firmata a Parigi il 4 novembre 1949 e completata dallo scambio di lettere del 9 novembre e del 6 dicembre 1954 e del 17 maggio 1965.

Nonostante quanto previsto dall'articolo 31, la presente disposizione si applica alle remunerazioni ed alle pensioni per le quali il termine di prescrizione fissato dalla legislazione interna di ciascuno degli Stati scade dopo il 31 dicembre 1987.

11. Per quanto concerne l'articolo 23:

- a) il patrimonio costituito da azioni o quote in una società o in un'altra persona giuridica il cui attivo è principalmente costituito da beni immobili o da diritti afferenti detti beni è imponibile nello Stato in cui tali beni sono situati.

Per l'applicazione di questa disposizione, non sono presi in considerazione i beni immobili destinati da detta società o da detta persona giuridica al proprio esercizio industriale, commerciale, agricolo o all'esercizio di una professione indipendente.

- b) In deroga ad ogni disposizione dell'articolo 23, per l'imposizione a titolo dell'imposta francese di solidarietà sul patrimonio di una persona fisica che è un residente della Francia e ha la nazionalità italiana senza avere la nazionalità francese, i beni situati al di fuori della Francia che essa possiede al 1° gennaio di ciascuno dei cinque anni seguenti quello in cui essa diviene un residente della Francia non sono inclusi nella base imponibile afferente ciascuno dei detti cinque anni. Se tale persona fisica perde la qualità di residente della Francia per una durata pari ad almeno tre anni e successivamente diviene nuovamente residente della Francia, i beni situati al di fuori della Francia che detta persona possiede al 1° gennaio di ciascuno dei cinque anni seguenti quello in cui essa diviene nuovamente un residente della Francia, non sono inclusi nella base imponibile afferente ciascuno dei detti cinque anni.

- c) Resta inteso che se la Repubblica Italiana istituisse una imposta sul patrimonio le autorità competenti dei due Stati si consulteranno per apportare, se del caso, le modifiche necessarie alla presente Convenzione.

12. Per quanto concerne l'Articolo 25 il contenuto del paragrafo C non può essere interpretato nel senso di impedire alla Francia di applicare le disposizioni dell'articolo 212 del codice generale delle imposte per quanto concerne gli interessi pagati da una società francese ad una società madre straniera.

13. Per quanto concerne l'articolo 29 e nonostante le disposizioni dell'articolo 4, una persona fisica, che è membro di una missione diplomatica, di un ufficio consolare o di una delegazione permanente di uno Stato, che sia situato nell'altro

Stato o in uno Stato terzo, è considerata, ai fini della presente Convenzione, residente dello Stato accreditante, a condizione:

- a) che, conformemente al diritto internazionale, essa non sia assoggettata ad imposta nello Stato accreditatario per i redditi di fonti situate fuori di detto Stato o per gli elementi di patrimonio situati fuori di detto Stato
 - e
 - b) che essa sia assoggettata nello Stato accreditante agli stessi obblighi, in materia di imposte sull'insieme del suo reddito mondiale o del suo patrimonio mondiale, cui soggiacciono i residenti di detto Stato.
14. a) Le autorità competenti regoleranno, quando se ne presenti la necessità, le modalità di applicazione della Convenzione.
- b) Per quanto riguarda le formalità che devono osservare i residenti di uno Stato per ottenere, nell'altro Stato, le riduzioni e le esenzioni di imposte e altri benefici previsti dalla Convenzione, resta inteso che:
- (i) Le imposte riscosse in uno Stato mediante ritenuta alla fonte saranno rimborsate a richiesta dell'interessato o dello Stato del quale egli è residente quando il diritto di riscuotere tali imposte è limitato o soppresso dalle disposizioni della Convenzione.
Le domande di rimborso, da presentarsi nei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato del quale il contribuente è residente certificante che sono soddisfatte le condizioni richieste per aver diritto alla applicazione delle esenzioni o delle riduzioni previste dalla Convenzione.
 - (ii) Le Banche e gli istituti finanziari situati in Francia, intestatari (dépositaires) o che gestiscono azioni emesse da società residenti in Italia ed appartenenti a persone residenti in Francia, possono, agendo per conto di dette persone, chiedere, direttamente l'applicazione delle disposizioni dei paragrafi da 2 a 6 dell'articolo 10.
La domanda deve contenere, a cura della società emittente, tutte le indicazioni utili per permettere di individuare gli effettivi proprietari delle azioni e per determinare l'ammontare dei dividendi percepiti da ciascuno di loro.
All'atto della presentazione della domanda, le banche e gli istituti finanziari devono attestare che gli effettivi proprietari delle azioni sono persone residenti della Francia. La domanda dovrà essere sottoposta al visto dell'Amministrazione fiscale francese. Le autorità competenti degli Stati

fisseranno di comune accordo le modalità pratiche di applicazione della presente lettera.

- (iii) Le Banche e gli istituti finanziari situati in uno degli Stati, intestatari (dépositaires) o che gestiscono obbligazioni negoziabili emesse da società o enti residenti dell'altro Stato ed appartenenti a persone residenti del primo Stato, possono, agendo per conto di dette persone, chiedere direttamente l'applicazione delle disposizioni dei paragrafi da 2 a 4 dell'articolo 11.

La domanda deve contenere, a cura della società o dell'ente emittente, tutte le indicazioni utili per permettere di individuare gli effettivi proprietari dei titoli e per determinare l'ammontare degli interessi percepiti da ciascuno di loro.

All'atto della presentazione di detta domanda, le banche e gli istituti finanziari devono attestare che gli effettivi proprietari dei titoli sono persone residenti dello Stato dove essi si trovano. La domanda dovrà essere sottoposta al visto dell'Amministrazione fiscale di detto Stato. Le autorità competenti degli Stati fisseranno di comune accordo le modalità pratiche di applicazione della presente lettera.

- c) Le disposizioni della lettera b) non escludono l'interpretazione secondo la quale le autorità competenti dei due Stati possono stabilire di comune accordo procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni d'imposta alle quali dà diritto la Convenzione.

15. Nei casi in cui, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione, un reddito deve essere esentato da parte di uno dei due Stati, l'esenzione viene accordata se e nei limiti in cui detto reddito è imponibile nell'altro Stato.

16. I contributi pagati da o a favore di una persona fisica che è residente di uno Stato o che ivi soggiorna temporaneamente, ad un istituto di pensioni riconosciuto dalle autorità competenti dell'altro Stato di cui detta persona era in precedenza residente sono trattati sotto il profilo fiscale nel primo Stato nello stesso modo dei contributi pagati ad un istituto di pensioni riconosciuto dalle autorità competenti di questo Stato, se esse accettano il riconoscimento ottenuto nell'altro Stato da tale istituto di pensioni.

17. Se alcune clausole della presente Convenzione diventano incompatibili con alcune disposizioni emesse dalle istituzioni delle Comunità Europee, i due Stati possono, a seguito di consultazioni tra le loro autorità competenti, fissare di comune accordo, per via diplomatica, le modalità e condizioni in cui dette clausole cesseranno di applicarsi.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Venezia, il 5 ottobre 1989, in duplice esemplare, l'uno in lingua francese e l'altro in lingua italiana, i due testi facenti egualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica francese:

[Signed — Signé]¹

Per il Governo
della Repubblica italiana:

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Pierre Bérégovoy — Signé par Pierre Bérégovoy.

² Signed by Rino Formica — Signé par Rino Formica.

SCAMBIO DI LETTERE

I

Signor Ministro,

al momento di procedere alla firma della Nuova Convenzione tra il Governo della Repubblica francese e il Governo della Repubblica italiana per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio e prevenire l'evasione e la frode fiscali che deve sostituire la Convenzione firmata a Parigi il 29 ottobre 1958 e modificata ed integrata con l'Accordo aggiuntivo firmato a Parigi il 6 dicembre 1965, mi sembra necessario proporre quanto segue per regolare il contenzioso relativo all'applicazione di quest'ultima Convenzione.

La Convenzione del 29 ottobre 1958 prevede che i canoni e altri proventi simili, ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 11, sono imponibili solo nello Stato in cui è domiciliato il beneficiario. Tuttavia questa regola non trova applicazione quando il beneficiario possiede una stabile organizzazione nell'altro Stato.

In quest'ultimo caso, i canoni sono imponibili solo in detto altro Stato.

Ai sensi del paragrafo 1, seconda alinea dell'articolo 11 questa regola rimane applicabile in caso di sostituzione ad una stabile organizzazione di una partecipazione in una società.

Le propongo di confermare l'interpretazione che le autorità competenti dei nostri due Paesi hanno ritenuto di dare a questa disposizione, in occasione della Commissione mista svoltasi a Roma dall'8 all'11 luglio 1968. Secondo questa interpretazione la disposizione prevista al paragrafo 1, seconda alinea, dell'articolo 11 si applica solo quando una stabile organizzazione già esistente si trasforma in una società di persone (nel caso dell'Italia) o in una società non assoggettata all'imposta sulle società (nel caso della Francia) nella quale la persona che possedeva la stabile organizzazione detiene, direttamente o indirettamente, la maggioranza dei diritti.

Tutte le imposizioni che non sono diventate definitive al primo gennaio 1989 saranno disciplinate, se del caso, conformemente a detta interpretazione.

Le sarei grato di volermi far conoscere se questa proposta riceve l'assenso del Suo Governo. In questo caso suggerirei che la presente lettera e quella di conferma siano considerate come costituenti un accordo tra i nostri due Governi.

Voglia gradire, Signor Ministro, l'espressione della mia più alta considerazione.

[Signed — Signé]¹

¹ Signed by Pierre Bérégovoy — Signé par Pierre Bérégovoy.

II

Signor Ministro,

mi riferisco alla Sua lettera di pari data il cui testo è il seguente:

[*See letter I — Voir lettre I*]

In risposta a questa lettera, ho l'onore di comunicarLe che le proposte ivi contenute sono accettate dal Governo della Repubblica Italiana e che la Sua lettera e la presente risposta confermativa sono da considerarsi come costituenti un Accordo tra i nostri due Governi.

Voglia gradire, Signor Ministro, l'espressione della mia più alta considerazione.

[*Signed — Signé*]¹

¹ Signed by Rino Formica — Signé par Rino Formica.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL AND FOR THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD

The Government of the French Republic and the Government of the Italian Republic,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital and for the prevention of fiscal evasion and fraud,

Have agreed to the following provisions:

Article 1. PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the States.

Article 2. TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a State or of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or territorial authorities (in the case of France), irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income and on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax (*l'impôt sur le revenu*);
- (ii) The corporation tax (*l'impôt sur les sociétés*);
- (iii) The solidarity tax on capital (*l'impôt de solidarité sur la fortune*);
- (iv) The taxes levied on the total amount of wages or salaries (*les taxes assises sur le montant global des salaires*);
- (v) The business tax (*la taxe professionnelle*);

including any taxes withheld at source, prepayments (*précomptes*) or advance payments with respect to the above-mentioned taxes

(hereinafter referred to as "French tax");

¹ Came into force on 1 May 1992, i.e., the first day of the second month following the month of the last of the notifications (20 March 1992) by which the Parties had informed each other of the completion of the procedures required by their legislation, in accordance with article 31 (1).

(b) In the case of Italy:

- (i) The individual income tax (*imposta sul reddito delle persone fisiche*);
- (ii) The corporate income tax (*imposta sul reddito delle persone giuridiche*);
- (iii) The local income tax (*imposta locale sui redditi*);

even if such taxes are withheld at source (hereinafter referred to as “Italian tax”).

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3. GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The terms “one State” and “the other State” mean the French Republic or the Italian Republic, as the case may be; the term “both States” means the French Republic and the Italian Republic;

(b) The term “France” means the European and overseas departments of the French Republic, including the territorial seas and any area beyond the territorial seas over which the French Republic, in accordance with international law, has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and the subsoil thereof and the superjacent waters;

(c) The term “Italy” means the Italian Republic and includes the territorial seas and any area beyond the territorial seas over which Italy, by virtue of its laws and in accordance with customary international law, exercises sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the natural resources of the seabed and the subsoil thereof and the superjacent waters;

(d) The term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;

(e) The term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(f) The terms “enterprise of one State” and “enterprise of the other State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of one State and an enterprise carried on by a resident of the other State;

(g) The term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in one State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other State;

(h) The term “national” means:

- (i) Any individual possessing the nationality of one State;
- (ii) Any body corporate, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in one State;

(i) The term “competent authority” means:

- (i) In the case of the French Republic, the Minister in charge of the Budget or his authorized representative;
- (ii) In the case of the Italian Republic, the Ministry of Finance.

2. As regards the application of the Convention by one State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

Article 4. RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of one State” means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. This term does not, however, include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he does not have a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both States, then it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

This provision shall apply, in particular, to partnerships and similar entities formed in a State in accordance with its laws.

Article 5. PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purpose of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term “permanent establishment” includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop;

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources; and

(g) A building site or construction, assembly or installation project if it continues for a period of more than 12 months.

3. The term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or of collecting information, for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purposes of advertising, supplying information, or carrying out scientific research or similar activities of a preparatory or auxiliary character, for the enterprise.

4. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person — other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies — is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in the State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 3 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

5. An enterprise of one State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

6. The fact that a company which is a resident of one State controls or is controlled by a company which is a resident of the other State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income from immovable property, including income from agriculture or forestry, may be taxed in the State in which such property is situated.

2. The term “immovable property” shall be defined in accordance with the law of the State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, and rights to which the provisions of general law respecting landed property apply. The term “immovable property” shall also be deemed to include usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources. Ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of one State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of one State carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein, there shall in each State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. In so far as it has been customary in one State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

Article 8. SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the State in which the home harbour

of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the State of which the operator of the ship is a resident.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9. ASSOCIATED ENTERPRISES

Where

(a) An enterprise of one State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of one State and an enterprise of the other State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

Article 10. DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of one State to a resident of the other State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company subject to the corporation tax which has held, directly or indirectly, for a period of at least 12 months preceding the date the dividends were declared, at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. (a) A resident of Italy who receives dividends distributed by a company resident in France which would entitle a resident of France receiving such dividends to a tax credit (*avoir fiscal*) shall be entitled to a payment from the French Treasury equal to such tax credit, reduced by the withholding of tax at source at the rate specified in paragraph 2 (b) if the resident is:

- (i) An individual who includes the gross amount of such dividends in his gross income as determined for the purposes of the Italian individual income tax;
- (ii) A company, other than those mentioned in paragraph 2 (a), which includes the gross amount of such dividends in the taxable base for the purposes of the Italian corporate income tax.

(b) A company resident in Italy, as referred to in paragraph 2 (a), or a company subject to the Italian law applicable to parent companies, which receives dividends

from a company resident in France which would entitle a company resident in France receiving such dividends to a tax credit (*avoir fiscal*) shall be entitled to a payment from the French Treasury equal to one half of such tax credit, reduced by the withholding of tax at source at the rate specified in paragraph 2.

4. (a) A resident of France who receives dividends distributed by a company resident in Italy which would entitle a resident of Italy receiving such dividends to a tax credit (*credito d'imposta*) shall be entitled to a payment from the Italian Treasury equal to such tax credit, reduced by the withholding of tax at source at the rate specified in paragraph 2 (b), if the resident is:

- (i) An individual who includes the gross amount of such dividends in his gross income as determined for the purposes of the French income tax;
- (ii) A company, other than those mentioned in paragraph 2 (a), which includes the gross amount of such dividends in the taxable base for the purposes of the French corporation tax.

(b) A company resident in France as referred to in paragraph 2 (a), or a company subject to the French law applicable to parent companies, which receives dividends from a company resident in Italy which would entitle a resident of Italy receiving such dividends to a tax credit (*credito d'imposta*), shall be entitled to a payment from the Italian Treasury equal to one half of such tax credit, reduced by the withholding of tax at source at the rate specified in paragraph 2.

5. If a resident of Italy who receives dividends distributed by a company which is resident in France is not entitled to the payment by the French Treasury referred to in paragraph 3 (a), he may obtain a refund of the prepayment (*precompte*) reduced by the withholding of tax at source referred to in paragraph 2, if such prepayment has effectively been paid by the company in respect of those dividends. If a company requests a refund of the prepayment, the provisions of paragraph 3 (b) shall not apply.

6. If a resident of France who receives dividends distributed by a company which is resident in Italy is not entitled to the payment by the Italian Treasury referred to in paragraph 4 (a), he shall be entitled to a refund of an amount equal to the adjustment surtax (*maggiorazione di conguaglio*) pertaining to such dividends, reduced by the withholding of tax at source referred to in paragraph 2, if such adjustment surtax has effectively been paid by the company in respect of those dividends. The refund must be requested within the time limits specified in Italian law by the intermediary of that company which, in that instance, is acting in the name and on behalf of the resident of France making the request. If a company requests a refund of the adjustment surtax, the provisions of paragraph 4 (b) shall not apply.

The company making the distribution may pay a resident of France the amount which is refundable at the same time as it pays the dividends and may deduct that amount in the first tax return it files after the payment.

A resident of France shall be entitled to payment of an amount equal to the adjustment surtax if it is the beneficial owner of the dividends on the date the dividends were declared and, in the instance mentioned in paragraph 2 (a), if it has owned the shares for a period of at least 12 months prior to that date.

Where the taxable income of the company making the distribution is later increased, or where reserves or other funds are subsequently taxed, the reduction in

the tax payable by the company for the tax period during which the adjustment becomes final is limited to that portion of the tax pertaining to the dividends subject to the adjustment surtax and effectively paid to the Treasury.

The provisions of this paragraph shall apply to dividends declared with effect from the date of the entry into force of this Convention.

7. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of one State, carries on business in the other State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the dividends shall be taxable in that other State in accordance with its domestic legislation.

8. Where the beneficial owner of the dividends is a company resident in one State and more than half of its capital is owned by one or more persons who are not resident in that State, the provisions of paragraphs 3 and 4 shall apply only on condition that the company provides the competent authority of the other State, if that competent authority so requests, with information permitting the authority to determine if the company has acquired the holding in respect of which the dividends are paid in good faith for business reasons or in the normal course of investment operations and not primarily to benefit from the tax credit (*avoir fiscal* or *credito d'imposta*).

9. (a) The term "dividends" as used in this article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income which is subject to treatment as income from distributions by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

(b) Also regarded as dividends paid by a company which is resident in one of the two States are the gross payment by the respective Treasury, in France, of the tax credit (*avoir fiscal*) mentioned in paragraph 3 and, in Italy, of the tax credit (*credito d'imposta*) mentioned in paragraph 4, and the gross amount refunded, in France, in respect of the prepayment (*précompte*) mentioned in paragraph 5 and, in Italy, of the adjustment surtax (*maggiorazione di congruaglio*) mentioned in paragraph 6, pertaining to dividends paid by that company.

10. Where a company which is a resident of one State derives profits or income from the other State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except in so far as such dividends are paid to a resident of that other State or in so far as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. INTEREST

1. Interest arising in one State and paid to a resident of the other State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, any such interest as is mentioned in paragraph 1 shall be taxable only in the State of which the recipient is a resident, if such recipient is the beneficial owner of the interest and if such interest is paid:

(a) In connection with the sale on credit of any industrial, commercial or scientific equipment; or

(b) In connection with the sale on credit of any merchandise delivered by one enterprise to another enterprise.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in one of the two States shall be exempt from tax in that State if:

(a) The payer of the interest is that State or one of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or one of its territorial authorities (in the case of France); or

(b) The interest is paid in consideration of a loan granted or guaranteed by the other State or one of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or one of its territorial authorities (in the case of France) or by a public body of that other State; or

(c) The interest is paid to other institutions or bodies (including financial institutions) in respect of financing granted by them under an agreement concluded between the Governments of both States.

5. The term "interest" as used in this article means income from government securities, bonds or debentures, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in profits, and debt-claims of every kind, as well as all other income assimilated to income from money lent by the taxation law of the State in which the income arises.

6. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of one State, carries on business in the other State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases, the interest shall be taxable in that other State in accordance with its domestic legislation.

7. Interest shall be deemed to arise in one State when a payer is that State itself, a political or administrative subdivision or a local authority (in the case of Italy), a territorial authority (in the case of France) or a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of one State or not, has in one State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

8. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. ROYALTIES

1. Royalties arising in one State and paid to a resident of the other State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the State in which they arise and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the royalties.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, royalties arising in one State and paid to a resident of the other State as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of a literary, artistic or scientific work (excluding royalties for computer programmes, motion picture films and other sound or visual recordings) shall be taxable only in that other State if such resident is the beneficial owner thereof.

4. The term “royalties” as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work, computer programmes, motion picture films and other sound or visual recordings, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial, or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of one State, carries on business in the other State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases the royalties shall be taxable in that other State in accordance with its domestic legislation.

6. Royalties shall be deemed to arise in one State when the payer is that State itself, a political or administrative subdivision or local authority (in the case of Italy), a territorial authority (in the case of France) or a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of one State or not, has in one State a permanent establishment or fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the

royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. The excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. CAPITAL GAINS

1. Gains from the alienation of immovable property referred to in article 6 may be taxed in the State in which such property is situated.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of one State has in the other State or of movable property forming part of a fixed base available to a resident of one State in the other State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such a fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the State of which the alienator is a resident.

Article 14. INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a resident of one State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other State but only in so far as it is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities, as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of articles 16, 18, 19, 20 and 21, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment exercised in the other State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated; if that State does not levy any tax on such remuneration, the remuneration may be taxed in the State of which the recipient is a resident.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, income derived in respect of an employment by persons living in the frontier zone of one of the States and working in the frontier zone of the other State shall be taxable only in the State of which persons are resident.

Article 16. COMPANY MANAGERS AND MEMBERS OF BOARDS OF DIRECTORS

1. Directors' fees and other payments derived by a resident of one State who exercises directorial or managerial functions in a company which is a resident of the other State, or who is a member of the board of directors of such a company, may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, such remuneration derived by a person who exercises a real and continuing function in a permanent establishment situated in a State other than the State of which the company is a resident and is retained as such by that permanent establishment may be taxed in that other State.

Article 17. ENTERTAINERS AND ATHLETES

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of one State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other State, may be taxed in that other State.

Where an entertainer or athlete, being a resident of one State, derives income in the other State for performances not unconnected with his professional standing, such income may be taxed in that other State.

2. Where the income mentioned in paragraph 1 accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the State in which it arises.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration or profits, and wages, salaries and other similar income that an entertainer or athlete who is a resident of one State derives from his personal activities as such exercised in the other State shall be taxed only in the first-mentioned State when those activities in the other State are financed to a significant extent by public funds of the first-mentioned State, one of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or territorial authorities (in the case of France), or one of its bodies corporate governed by public law.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such in one State accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed only in the other State when that other person is financed to a significant extent by public funds of that other State, one of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or territorial authorities (in the case of France), or one of its bodies corporate governed by public law.

Article 18. PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of one State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of one State shall be taxable in that State.

Article 19. GOVERNMENT SERVICE

1. (a) Remuneration, other than a pension, paid by one State or one of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or territorial authorities (in the case of France) to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration shall be taxable only in the State in which the services are rendered if the recipient of the remuneration is a resident of that State who:

- (i) Is a national of that State without being a national of the other State; or
- (ii) Without being a national of the other State, was a resident of the first-mentioned State before rendering the services in that State.

2. (a) Any pension paid by, or out of funds created by, one State or one of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or territorial authorities (in the case of France) to an individual in respect of services rendered to that State or subdivision or authority shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other State if the recipient is a resident of that State and if he is a national of that State without being a national of the State which is the source of the pension.

3. The provisions of articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration and pensions paid in respect of services rendered in connection with a business carried on by one State or one of its political or administrative subdivisions or local authorities (in the case of Italy) or territorial authorities (in the case of France).

Article 20. TEACHERS AND RESEARCHERS

1. Remuneration which a teacher or researcher who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of teaching or conducting research receives in respect of such activities shall not be taxed in that State for a period not exceeding two years.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration received in respect of research undertaken not in the public interest but principally for the private benefit of one or more specific persons.

Article 21. STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 22. OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of one State, wherever arising, not dealt with in the other articles of this Convention shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the recipient of the income, being a resident of one State, carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the items of income which are not dealt with in the other articles of this Convention may be taxed in that other State in accordance with its domestic legislation.

Article 23. CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in article 6, owned by a resident of one State and situated in the other State, may be taxed in that other State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of one State has in the other State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of one State in the other State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft may be taxed in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. All other elements of capital of a resident of one State shall be taxable only in that State.

Article 24. PROVISIONS FOR THE ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

Double taxation shall be avoided as follows:

1. In the case of France:

(a) Profits and other real income derived from Italy and taxable in that country in accordance with the provisions of the Convention shall also be taxable in France where they are payable to a resident of France. The Italian tax shall not be

deductible for the purposes of calculating the income taxable in France, but the recipient shall be entitled to a tax credit to be deducted from the French tax covering such income. This tax credit shall be equal to:

In the case of the income referred to in articles 10, 11, 12, 16 and 17 and paragraph 8 of the Protocol annexed to the Convention, the amount of the tax paid in Italy in accordance with those articles. It may not, however, exceed the amount of French tax attributable to such income;

In the case of all other income, the amount of the French tax attributable thereto. This provision shall also apply to the remuneration referred to in article 8, paragraph 3 of article 13, and article 19.

(b) Residents of France who own capital taxable in Italy in accordance with the provisions of paragraphs 1 to 3 of article 23 and paragraph 11 (a) and (b) of the Protocol annexed to the Convention shall also be taxed in France in respect of that capital. The French tax shall be calculated by deducting a tax credit equal to the amount of the capital tax paid in Italy. This credit may not, however, exceed the amount of the French tax attributable to the capital taxable in Italy.

2. In the case of Italy:

Where a resident of Italy derives items of income which are taxable in France, Italy, when calculating the income taxes mentioned in article 2 of this Convention, may include those items of income in the taxable base for such taxes, unless specific provisions of this Convention provide otherwise.

In such case, Italy shall deduct the income tax paid in France from the taxes so calculated, but the amount of the deduction may not exceed that part of the Italian tax attributable to those items of income in the ratio of those items to the total income.

No deduction shall, however, be granted if the item of income is subject to tax in Italy by way of full withholding at source at the request of the recipient of the income in accordance with Italian law.

Article 25. NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of one State, whether or not they are residents of one of the States, shall not be subjected in the other State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. (a) The taxation on a permanent establishment which an enterprise of one State has in the other State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging one State to grant to residents of the other State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

(b) Where a permanent establishment situated in one State receives dividends, interest or royalties arising in the other State and pertaining to property or rights effectively connected with its activities, such income may be taxed in the State in which it arises in accordance with the respective provisions of paragraph 2 (b) of article 10, paragraph 2 of article 11 and paragraph 2 of article 12. The State in which the permanent establishment is situated shall eliminate double taxation in accord-

ance with the conditions specified in paragraph 1 (a) or paragraph 2 of article 24, disregarding the last subparagraph. This provision shall apply wherever the enterprise of which the permanent establishment is a part has its place of management.

3. Except where the provisions of article 9, paragraph 8 of article 11 or paragraph 7 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of one State to a resident of the other State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts owed by an enterprise of one State to a resident of the other State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

4. Enterprises of one State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. The provisions of this article shall apply to taxes of every kind and description.

Article 26. MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

The provisions of article 26 of the Tax Convention of 29 October 1958,¹ the text of which reads as follows, shall remain in force:

“Article 26

1. The taxation authorities of the two Contracting States may by common accord make such regulations as may be necessary for carrying out the provisions of this Convention.

2. Where difficulties or doubts arise in carrying out any of the provisions of this Convention, the taxation authorities of the two Contracting States shall come to an understanding with a view to interpreting the said provisions in the spirit of the Convention.

3. Where a taxpayer of one of the Contracting States shows proof that taxes assessed or proposed to be assessed against him have resulted or will result in double taxation prohibited by the Convention, he may, without prejudice to the exercise of his rights of complaint and appeal in either State, submit to the taxation authorities of the State in which he has his domicile a written application for the review of the said taxes. Such application must be lodged within six months from the date of notification or collection at source of the second tax. If the application is upheld by the taxation authorities to which it is submitted, the latter shall come to an understanding with the taxation authorities of the other State with a view to the avoidance of the double taxation.

4. If it appears that agreement would be facilitated by negotiations, such negotiations shall be entrusted to a Mixed Commission composed of repre-

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 659, p. 86.

sentatives of the two States appointed by the chief administrative authorities thereof.”

Article 27. EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws of the States concerning taxes covered by the Convention in so far as the taxation thereunder is not contrary to the Convention, and for the prevention of tax evasion and fraud. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by one State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes covered by the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on one State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 28. ASSISTANCE IN COLLECTION

The provisions of article 25 of the Tax Convention of 29 October 1958, the text of which reads as follows, shall remain in force:

“Article 25

1. The Contracting States undertake to lend each other support and assistance in the collection of the taxes dealt with in this Convention, and in the collection of interest, costs, supplementary taxes and surcharges.

2. The taxation authorities of the State requested to lend support and assistance to the other State shall effect recovery in accordance with the rules governing the recovery of similar tax debts of their own. Tax debts to be recovered shall not be regarded as privileged debts in the requested State.

3. Legal proceedings shall be initiated and enforcement measures taken on production of an official copy of the enforceable order and, where appropriate, the final decision.

4. Where tax debts are still subject to appeal, the creditor State, in order to protect its rights, may request the other State to serve an execution or collection order on the debtor. Appeals against the claims for which enforcement has in this manner been sought shall lie only to the competent tribunal of the applicant State.”

Article 29. DIPLOMATIC AND CONSULAR OFFICERS

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and their personal domestics, of the members of consular posts, or of members of permanent missions to international organizations under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. The Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof or to persons who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of a third State, being present in one State and not treated in either State as residents in respect of taxes on income or capital.

Article 30. TERRITORIAL EXTENSION

1. This Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modifications, to the overseas territories and other territorial authorities of the French Republic which impose taxes substantially similar in character to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from such date and subject to such modifications and conditions, including conditions as to termination, as may be specified and agreed between the States in notes to be exchanged through the diplomatic channel or in any other manner in accordance with their constitutional procedures.

2. Unless otherwise agreed by both States, the termination of the Convention by one of them under article 32 shall also, in the manner provided for in that article, terminate the application of the Convention to any territory or territorial authority to which it has been extended under this article.

Article 31. ENTRY INTO FORCE

1. Each State shall notify the other of the completion of the procedures required by its laws for the entry into force of this Convention. It shall enter into force on the first day of the second month following that in which the later of such notifications is received.

2. Its provisions shall apply for the first time:

(a) With respect to taxes withheld at source, to amounts payable or taxable on or after the date of the entry into force of the Convention;

(b) With respect to other taxes on income, to income derived during the calendar year in which the Convention enters into force or pertaining to the accounting period beginning during that year;

(c) With respect to taxes on capital, to capital owned on 1 January of the calendar year in which the Convention enters into force.

3. With the exception of the provisions of articles 25 and 26, the Tax Convention of 29 October 1958 between France and Italy for the avoidance of double taxation and to settle certain other questions with respect to direct taxes on income and fortune,¹ as well as the Additional Agreement to that Convention and the Protocol thereto of 6 December 1965¹ shall cease to apply to any French or Italian tax to which this Convention applies.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 659, p. 86.

Article 32. TERMINATION

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, either State may terminate the Convention, through the diplomatic channel, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year after the fifth year following its entry into force.

2. In that event, the Convention shall apply for the last time:

(a) With respect to taxes withheld at source, to amounts payable or taxable with respect to the calendar year for the end of which notice of termination has been given;

(b) With respect to other taxes on income, to income derived during the calendar year for the end of which notice of termination has been given or pertaining to the accounting period ending during that year;

(c) With respect to taxes on capital, to capital owned on 1 January of the calendar year for the end of which notice of termination has been given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Venice on 5 October 1989, in duplicate in the French and Italian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
[PIERRE BÉRÉGOVOY]

For the Government
of the Italian Republic:
[RINO FORMICA]

PROTOCOL TO THE CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE ITALIAN REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL AND FOR THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD

At the signing of the Convention concluded today between the Government of the French Republic and the Government of the Italian Republic for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital and for the prevention of fiscal evasion and fraud, the undersigned have agreed to the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. It is understood that the taxes levied on the total amount of wages or salaries and the business tax referred to in paragraph 3 (a), (iv) and (v) of article 2 shall be subject to the provisions concerning business profits (article 7 or 8, as the case may be) or income derived from independent professional services (article 14). The taxes levied on the total amount of wages or salaries shall not apply to the wages or salaries of the persons referred to in paragraph 10 (b) of this Protocol.

2. With respect to paragraph 1 (g) of article 3, the term “international traffic” shall also mean any transport effected by container where such transport is only complementary to transport effected in international traffic.

3. With respect to article 6, income from stocks, shares or holdings in a company or body corporate owning immovable property in one State which, in accordance with the laws of that State is subject to the same tax regime as income from immovable property, shall be taxable in that State.

4. Article 7

(a) With respect to paragraphs 1 and 2, where an enterprise of one State sells goods or merchandise or carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein, the profits of such permanent establishment shall not be calculated on the basis of the total amount received by the enterprise but solely on the basis of the remuneration attributable to the actual activities of the permanent establishment pertaining to such sales or business.

In the case of contracts, including contracts for studies or for the supply, installation or construction of equipment for industrial, commercial or scientific enterprises or public works, where the enterprise has a permanent establishment, the profits of such permanent establishment shall not be determined on the basis of the total amount of the contract, but solely on the basis of the portion of the contract which is effectively executed by such permanent establishment in the State in which it is situated. The profits pertaining to the portion of the contract which is executed in the State in which the place of effective management is situated shall be taxable only in that State.

(b) With respect to paragraph 3, the term “expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment” means expenses directly pertaining to the activities of that permanent establishment.

(c) If the laws of one State authorize companies resident in that State to determine their taxable profits on the basis of consolidated accounts which include, *inter alia*, the profits of the subsidiaries resident in the other State, the provisions of this

Convention, and in particular those of article 7, shall not prevent the application of those laws.

5. With respect to article 9, it is understood that where one State includes in the profits of an enterprise of that State — and taxes accordingly — profits which would have accrued to the enterprise of the other State if the conditions agreed between the two enterprises had been those which would have been agreed between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if that other State deems such adjustment to be appropriate. In determining such adjustment, the competent authorities of the States shall consult each other, due regard being had for the other provisions of this Convention.

6. With respect to article 11, it is understood that:

(a) Paragraph 1 shall apply to all interest arising in a State if the recipient is a resident of the other State, even if such interest is not actually paid.

(b) The interest referred to in paragraph 1 and paid on any type of loan granted by one banking establishment to another shall be exempt from tax in the State in which it arises to the extent that it is exempt from tax in that State by virtue of the domestic legislation of that State in force on the date of the signing of this Convention.

Where changes are made in the above-mentioned domestic legislation, the competent authorities shall enter into negotiations as soon as possible in order to take such changes into account.

7. With respect to paragraph 4 of article 12, the remuneration paid for technical services, including analyses or studies of a scientific, geological or technical nature, for engineering work including plans pertaining thereto, or for consultation or supervisory services shall be deemed to be business to which the provisions of article 7 shall apply, or income from independent professional services to which the provisions of article 14 shall apply, as the case may be.

8. (a) With respect to article 13, gains from the alienation of stocks, shares or holdings in a company or another body corporate owning immovable property situated in one State, which in accordance with the laws of that State shall be subject to the same tax regime as gains from the alienation of immovable property, shall be taxable in that State. For the purposes of this provision, immovable property used by that company or body corporate for its own industrial, commercial or agricultural exploitation or for the purpose of performing non-commercial activities shall not be taken into consideration.

(b) Notwithstanding the provisions of paragraph 4 of article 13, gains from the alienation of stocks or shares other than those referred to in subparagraph (a) forming part of a substantial holding in the capital of a company which is a resident of one State shall be taxable in that State in accordance with the provisions of its domestic legislation. A substantial holding shall be deemed to exist when the alienator, alone or with related persons, directly or indirectly owns stocks or shares which together carry the right to 25 per cent or more of the profits of the company.

9. With respect to paragraph 4 of article 15, frontier zones shall be understood to mean those regions in Italy and those departments in France which are adjacent to the frontier.

10. With respect to article 19, it is understood that:

(a) The competent authorities of the States may by common accord apply the provisions of paragraphs 1 and 2 of this article to employees of organizations of a public nature.

(b) Paragraphs 1 and 2 shall also apply to remuneration and pensions paid to persons carrying on their activities for the cultural institutions and teaching establishments referred to in the Cultural Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Italian Republic signed at Paris on 4 November 1949¹ and supplemented by exchanges of letters of 9 November and 6 December 1954 and 17 May 1965. Notwithstanding article 31, this provision shall apply to remuneration and pensions for which the time limit fixed by the domestic legislation of each State expires after 31 December 1987.

11. With respect to article 23:

(a) Capital formed by stocks or shares in a company or other body corporate the assets of which consist principally of immovable property or rights thereto shall be taxable in the State in which such property is situated.

For the purposes of this provision, immovable property used by that company or body corporate for its own industrial, commercial or agricultural exploitation or for the purpose of performing non-commercial activities shall not be taken into consideration.

(b) Notwithstanding any provision to the contrary in article 23, for the purposes of the French solidarity tax on capital of an individual who is a resident of France and who is an Italian national without being a French national, property situated outside France which he owns on 1 January of each of the five years following that in which he becomes a resident of France shall not be part of the tax base pertaining to each of those five years.

If such an individual loses his status as a resident of France for a period of at least three years and again becomes a resident of France, property situated outside France which is owned by that individual on 1 January of each of the five years following that in which he again becomes a resident of France shall not be part of the tax base pertaining to each of those five years.

(c) It is understood that if a tax on capital is introduced in the Italian Republic, the competent authorities of the two States shall consult together, if necessary, to make the necessary amendments to this Convention.

12. With respect to article 25:

Nothing in paragraph 3 shall be interpreted as preventing France from applying the provisions of article 212 of the Code Général des Impôts with respect to interest paid by a French company to a foreign parent company.

13. With respect to article 29 and notwithstanding the provisions of article 4, any individual who is a member of a diplomatic mission, consular post or permanent mission of one State which is situated in the other State or in a third State shall, for the purposes of this Convention, be deemed to be a resident of the sending State, if:

(a) In accordance with international law, he is not liable to tax in the receiving State on income from sources outside that State or on capital situated outside that State, and

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1516, p. 79.

(b) He is liable in the sending State to the same obligations with respect to taxes on his total world-wide income or world-wide capital as are residents of that State.

14. (a) The competent authorities of the States shall regulate, as necessary, the modalities for the application of the Convention.

(b) With respect to the formalities which must be satisfied by residents of one State in order to obtain in the other State the reductions of or exemptions from tax and the other advantages provided for in the Convention, it is understood that:

(i) Taxes withheld at source by one State shall be reimbursed at the request of the party concerned or the State of which he is a resident where the right to levy such taxes is limited or removed by the provisions of the Convention.

Requests for reimbursement, which shall be presented within the time-limits established by the laws of the State which is required to make such reimbursement, must be accompanied by an official statement by the State of which the taxpayer is a resident certifying that the conditions required in order to benefit from the exemptions or reductions provided for in the Convention have been met.

(ii) Banks and financial institutions situated in France which are depositaries or administrators of shares issued by companies resident in Italy and belonging to persons resident in France may, acting on behalf of such persons, directly request the application of the provisions of paragraphs 2 and 6 of article 10.

Such request must include, for each issuing company, all necessary indications to allow for the identification of the actual owners of the shares and the determination of the amount of the dividends received by each of them. On presenting such a request, the banks and financial institutions must state that the actual owners of the shares are persons who are residents of France. The request must be accompanied by a certificate of approval of the French tax administration. The competent authorities of the States shall establish by common accord the modalities for the application of this subparagraph.

(iii) Banks and financial institutions situated in one State which are depositaries or administrators of negotiable bonds issued by companies or entities resident in the other State and belonging to persons resident in the first-mentioned State may, acting on behalf of such persons, directly request the application of the provisions of paragraphs 2 to 4 of article 11.

Such request must include, for each issuing company or entity, all necessary indications to allow for the identification of the actual owners of the bonds and the determination of the amount of the interest received by each of them. On presenting such a request, the banks and financial institutions must state that the actual owners of the bonds are persons who are residents of the State in which they are situated. The request must be accompanied by a certificate of approval of the tax administration of that State. The competent authorities of the States shall establish by common accord the modalities for the application of this subparagraph.

(c) The provisions of subparagraph (b) shall not exclude the interpretation under which the competent authorities of both States may by common accord establish other procedures for applying the tax reductions granted under the Convention.

15. In cases where, in accordance with the provisions of this Convention, income must be exempted by one State, the exemption shall be granted if, and to the extent that, such income is taxable in the other State.

16. Contributions paid by or for an individual who is a resident of one State or who resides there temporarily to a retirement fund approved by the competent authorities of the other State of which such person was formerly a resident shall be treated for tax purposes in the first-mentioned State in the same manner as contributions paid to a retirement fund recognized by the competent authorities of that State, if such authorities accept the approval granted in the other State to such retirement fund.

17. If the clauses of this Convention become incompatible with provisions adopted by the institutions of the European Communities, both States shall, after consultation between their competent authorities, establish by common accord through the diplomatic channel, the modalities and conditions whereby such clauses shall cease to apply.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned have signed this Protocol.

DONE at Venice on 5 October 1989, in duplicate in the French and Italian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[PIERRE BÉRÉGOVOY]

For the Government of the Italian Republic:

[RINO FORMICA]

EXCHANGE OF LETTERS

I

5 October 1989

Sir,

At the signing of the new Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Italian Republic for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and on capital and for the prevention of fiscal evasion and fraud, which replaces the Convention signed at Paris on 29 October 1958, as modified and extended by the Protocol signed at Paris on 6 December 1965, it seems to me necessary that I should make the following proposals in order to regulate any litigation concerning application of that last-mentioned Convention.

The Convention of 29 October 1958 provides that royalties and other similar payments, within the meaning of paragraph 1 of article 11, shall be taxable only in the State in which the recipient has his domicile. However, this rule does not apply where the recipient has a permanent establishment in the other State. In the latter case, the royalties are taxable only in that other State. According to the second subparagraph of paragraph 1 of article 11, this rule shall remain applicable if the permanent establishment is replaced by an interest in a company.

I propose that the interpretation of this rule agreed to by the competent authorities of our two countries at the meeting of the Mixed Commission held at Rome from 8 to 11 July 1968 should be confirmed. According to that interpretation, the rule set forth in the second subparagraph of paragraph 1 of article 11 shall apply only where an already existing permanent establishment is transformed into a partnership (in the case of Italy) or a company not liable to the corporation tax (in the case of France), in which the person who owns the permanent establishment holds, directly or indirectly, the majority of the rights.

Any assessments which are not final on 1 January 1989 shall be regulated, as necessary, in accordance with this interpretation.

I would appreciate it if you would inform me if this proposal is acceptable to your Government. If so, I would suggest that this letter and your confirmation should be regarded as constituting an agreement between our two Governments.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

[Signed]

PIERRE BÉRÉGOVOY
Minister of State

Minister of the Economy, Finance and the Budget

Rino Formica
Minister of Finance

II

5 October 1989

Sir,

I refer to your letter of today's date which reads as follows:

[See letter I]

In response to your letter, I have the honour to inform you that the Government of the Italian Republic agrees to its terms, and that your letter and this reply in confirmation shall be regarded as constituting an agreement between our two Governments.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

*[Signed]*RINO FORMICA
Minister of FinancePierre Bérégovoy
Minister of State
Minister of the Economy, Finance and the Budget